

Majorité : beaucoup de bruit pour esquiver la réalité

P 3 ET SUIVANTES

Rouge

Contre le racisme :
égalité
des droits

SUPPLEMENT 4 PAGES

M1578 N° 1088 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IVe Internationale)

du 18 au 24 nov. 1983

Tueurs, racistes,
banalement ...

EST-IL possible qu'un homme, dans un train, soit tabassé pendant plusieurs heures, qu'il soit poignardé et projeté sur le ballast sans que les voyageurs réagissent ? Cela n'a rien d'un scénario de film policier. Il s'appelait Habib Grimzi. Il avait vingt-six ans. Faut-il accepter de dire : « C'était un Arabe, tout s'explique » ?

Les tueurs, quatre candidats à la Légion étrangère accompagnés de leur instructeur, avouent chacun avec beaucoup de naturel : « J'avais bu et je n'aime pas les Arabes. » Pendant plusieurs heures, malgré l'intervention d'un contrôleur SNCF, les autres voyageurs ont laissé faire. Et les insultes : « Sale bougnoule, sale melon. » Et les coups.

VOILA donc, dans son horreur, la banalisation du racisme. Car il faut bien, dans ce cas, parler de banalisation. Comment, sinon, comprendre cette liberté de tuer laissée aux cinq racistes du train Bordeaux-Vintimille ?

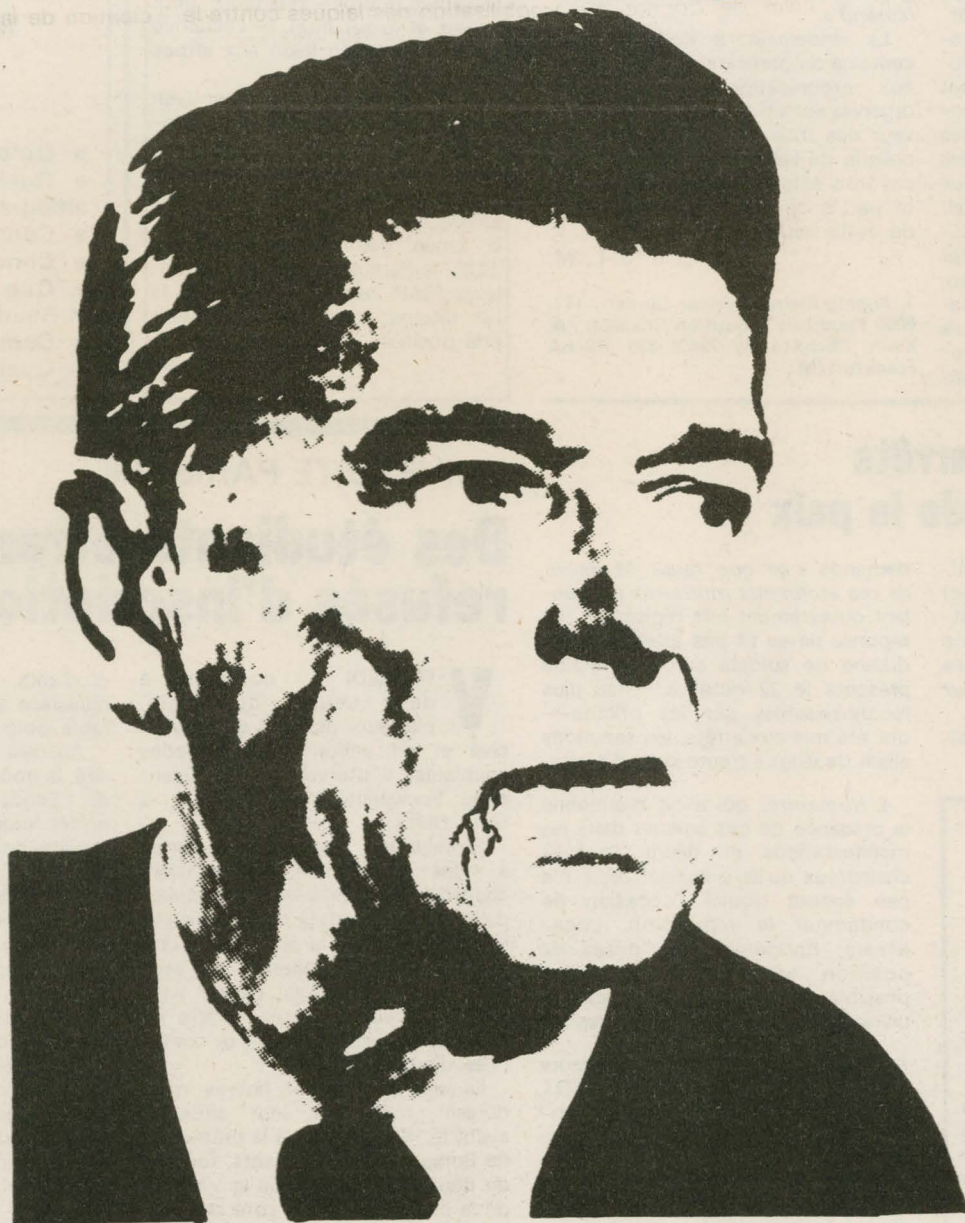
Sans doute faut-il, bien sûr, ne pas oublier les responsabilités propres de la Légion étrangère. Comme par hasard, le gradé accompagnant les quatre jeunes recrues était un « sergent recruteur »... Et toute l'affaire montre bien les préjugés et la sauvagerie de divers secteurs de l'encadrement et de la hiérarchie militaire.

MAIS, plus largement, après les crimes de l'été dernier, l'assassinat de ce jeune Algérien devrait entraîner un sursaut. Il devrait empêcher les militants ouvriers et tous les antiracistes de dormir tranquilles : qui peut encore ignorer l'urgence de dresser un vaste front uni antiraciste pour mettre en échec la campagne raciste, pour la faire reculer ?

Pour empêcher la multiplication des crimes racistes, il n'y a pas d'autre solution. La mort de Habib Grimzi, leur dernière victime en date, souligne encore l'importance de la Marche nationale contre le racisme et pour l'égalité des droits. Aujourd'hui, ne pas agir dans l'unité, c'est être complice du racisme. Qu'on le veuille ou non.

Reagan

Bas les pattes



en Amérique centrale

Rassemblement Place de la Concorde (Paris) 19 novembre à 17 h 30

Manifestation régionale à Marseille, 19 novembre

Meeting à la Mutualité (Paris), 21 novembre (20 h 30)

VOIR P. 12-13-14

Liberté pour les trois de Landau !

UN approfondissement, un enracinement de la campagne de solidarité dans les entreprises, voilà ce qu'a mis à l'ordre du jour le refus du juge Latève de libérer nos camarades.

Les premiers signes d'une telle mobilisation sont encourageants : sur les quelque vingt-mille signatures recueillies à ce jour, il en arrive de plus en plus par paquets entiers, témoignant d'un début de mobilisation en profondeur dans tel hôpital, dans tel centre de tri postal comme à Créteil (200 signatures), dans telle usine comme à Renault-Cléon (100 signatures).

Parallèlement, les motions et prises de position syndicales se multiplient. Citons, par exemple, cette semaine, la prise de position commune à Rouen des sections CFDT et CGT de la Direction régionale des af-

aires sanitaires et sociales de Haute-Normandie, de la section CFDT de la Direction départementale du travail et de l'emploi, de la section CFDT des personnels du service cité administrative Saint-Sever, de la section CFDT de la Direction départementale des impôts, de la section CFDT de la Direction régionale des affaires culturelles, la prise de position de l'UL CGT de Riom, celle de l'UR FO de Lorraine.

Cette semaine, on relève parmi les nouveaux signataires, Michel Piccoli et sept universitaires de Paris VII. Au niveau des organisations démocratiques, la prise de position très ferme de la Ligue des droits de l'homme et celle tout aussi déterminée du congrès unanime du Syndicat des avocats de France (SAF), réuni à Biarritz en présence du garde des

Sceaux, augurent d'un nouvel élargissement de la campagne.

Cela fait en effet plus d'un mois maintenant qu'Olivier, Etienne et Laurent sont enfermés dans leur cellule. Une course de vitesse est engagée entre les forces de répression et l'élan de solidarité que l'on sent monter en France comme à l'étranger. Cette course, il faut la gagner et ne ménager aucun effort pour y parvenir.

Jean-Louis Michel

Echos d'Allemagne

Le 11 novembre, une délégation a tenté de remettre à l'ambassadeur de France à Bonn plusieurs milliers de signatures, dont celles d'une centaine de personnalités. Affichant arrogance et mépris envers le mouvement pacifiste et les très nombreuses personnalités allemandes qui ont pris position pour les trois de Landau, les autorités se sont contentées de dépêcher un huissier aux grilles de la résidence de France, tandis que la police ouest-allemande s'opposait au maintien du piquet de protestation devant l'ambassade. Résultat inattendu de cette délégation, l'*Humanité* du 12 novembre signalera pour la première fois que trois soldats sont emprisonnés « pour avoir pris position en faveur du

retrait des troupes étrangères des deux Allemagnes », se référant aux déclarations « d'un porte-parole du mouvement de la paix ouest-allemand ».

Le lendemain, à Karlsruhe, une centaine de participants ont répondu aux organisations de paix qui organisaient un piquet de rue en faveur des trois de Landau. Enfin, un bulletin de liaison de solidarité avec ces trois soldats de la paix a été édité par la coordinatrice nationale (1) de cette initiative.

J.-L. M.

1. Angela Klein, Mainzer Landstr. 147, 6000 Frankfurt 1. Soutien financier : A. Klein, PSchKto. Nr 79496-605, PSchA Frankfurt/M.

20 à 30 jours d'arrêts pour les soldats de la paix

Après les manifestations anti-guerre des 22 et 23 octobre dernier à Paris, la répression kaki s'est abattue sur les soldats en uniforme présents dans ces manifestations sous les banderoles « Soldats pour la paix ».

Le *Journal du dimanche* s'était

demandé « ce que ferait M. Henu de ces étonnants militaires », appelant ouvertement à la répression. La réponse ne se fit pas attendre : une dizaine de soldats sur la vingtaine présents le 22 octobre — les plus reconnaissables sur les photos — ont été mis aux arrêts, les sanctions allant de vingt à trente jours d'arrêts.

L'*Humanité*, qui avait mentionné la présence de ces soldats dans les manifestations et décrit l'accueil chaleureux qu'ils y avaient reçu, n'a pas encore trouvé l'occasion de condamner la répression. Localement, de nombreuses prises de position témoignent qu'il est possible de répondre de manière unitaire à l'arbitraire de la répression.

A Rouen, par exemple, plusieurs sections syndicales CGT et CFDT exigent la libération de Frédéric Sanchez, originaire de la ville et incorporé au 39^e RI.

C'est cette solidarité qui a commencé à se manifester avec les victimes de la répression ordinaire de l'appareil militaire qu'il faut renforcer pour ne pas laisser les mains libres à Henu et à ses généraux.

G. L.

Bloc-notes de la marche antiraciste

18 novembre : Sélestat ; 19-20 : Strasbourg ; 21 : Nancy ; 22 : Pont-à-Mousson ; 23 : Metz ; 24 : Lille.

A Paris, le collectif 18^e organise huit heures pour l'égalité des droits et contre le racisme, le samedi 19 novembre, Salle Saint-Bruno, 8, rue Saint-Bruno. Métro Barbès ou La Chapelle.

Le même jour, de 15 h à 20 h, le collectif Français-immigrés du 14^e organise cinq heures contre le racisme, salle Martin-Luther-King, 32, rue Olivier-Noyer (14^e).

Contre le sexisme, une loi ?

LE projet de loi antisexiste « relatif à la lutte contre les discriminations fondées sur le sexe » devrait être discuté à l'Assemblée courant décembre.

Un des risques de cette loi : passer complètement inaperçue, après avoir fait couler des déluges d'encre chez ses détracteurs, journalistes et publicistes de tout bord.

Seules les organisations féministes restent préoccupées et intéressées par cette loi. Elles sont aujourd'hui bien isolées !

Dans un contexte social et politique difficile, la lutte contre le sexisme peut apparaître à beaucoup comme un luxe, le vestige d'une époque révolue, ce ne serait pas aujourd'hui la priorité.

Mais le sexisme est un tout. Il ne se réduit pas à la représentation sur papier et affiches des rôles stéréotypés des femmes et des hommes. Utilisé par le système capitaliste, il fonctionne avec lui de manière indissociable. C'est bien de sexisme qu'il s'agit, depuis les salaires réduits d'un tiers pour les femmes salariées

au droit de cuissage pour les patrons, de la double journée de travail aux violences exercées contre les femmes. Alors, il n'est pas indifférent que cette loi existe, qu'elle soit votée, car elle peut être une arme utile au moment où, avec la crise, la situation des femmes tend à devenir plus difficile.

Malgré ses limites, cette loi, en reconnaissant un droit de recours juridique aux organisations féministes et aux femmes qui subissent le sexisme, pourra jouer un rôle dissuasif. S'il n'y a pas d'illusion à se faire — ce n'est pas une loi qui va « changer les mentalités » —, elle aura permis d'ouvrir le débat sur le sexisme, sa réalité.

Mais cette loi n'aura une utilité que si des organisations féministes s'en emparent, et surtout se mobilisent pour dénoncer le sexisme sous toutes ses formes, y compris dans les entreprises. Car après la loi antisexiste, il restera encore à mener le combat contre le sexisme.

S. F.

Au Danemark

Vingt et un parlementaires danois du Parti socialiste populaire et de la Gauche socialiste ont repris à leur compte l'appel international à l'adresse de F. Mitterrand. Cette initiative est également soutenue par l'écrivain Erik Knudsen et par de nombreuses organisations de paix, notamment Kvindefor Fred (Femmes pour la paix), Samarbejdskomiteen for Fred og Sikkerhed (Comité d'entente pour la paix et la sécurité), et l'initiative Nej til Atomvåben (Non aux armes nucléaires).

A Copenhague et dans bien d'autres villes, des dirigeants syndicaux se sont joints à l'appel. Le Parti communiste danois (DKP), les Jeunesses communistes danoises (DKU), les Etudiants communistes, la Ligue des jeunes socialistes (SUF), le Parti socialiste des travailleurs (SAP, section danoise de la IV^e Internationale) ont également pris position, au plan national.

J.-L. M.

Meeting non mixte organisé par le Collectif contre le sexisme le dimanche 27 novembre 1983 de 14 h à 18 h à la Mutualité (salle B)

- Qu'est-ce que le sexisme pour chacune d'entre nous ?
- Quelles formes prend-il dans notre pays et partout ailleurs dans le monde ?
- Comment le vivons-nous ?
- Comment pouvons-nous lutter contre ?
- Que penser du projet de loi antisexiste proposé par Y. Roudy et en cours de discussion au Parlement ?
- Comment pourrions-nous l'utiliser ?
- Quelles sont ses limites, ses avantages ?

UNIVERSITE PARIS VIII

Des étudiants étrangers refusés d'inscription

VENDREDI 11 novembre à deux heures du matin, plusieurs dizaines de flics en civil et en uniforme de brigades spéciales d'intervention entraient dans l'université de Paris VIII, à Saint-Denis.

Brutalement, matraques et barres à mine à la main, les policiers chargent dans le bureau du président, occupé depuis deux jours par le « comité pour la libre inscription des étudiants étrangers », dix-sept personnes interpellées. Quatre sont gardées à vue, accusées d'être en situation illégale en France et menacées d'expulsion.

Ils sont finalement libérés mais doivent régulariser leur situation avant le 18 novembre à la préfecture de Bobigny. Deux étudiants, tombés du deuxième étage sous la violence de la charge policière, sont hospitalisés, l'un est en service de réanimation.

Voilà comment le président d'université, M. Claude Frioux, membre du PCF, entend mener la « concertation » : refus d'inscrire 83

étudiants étrangers. Pourtant, le ministère avait donné un avis favorable pour certains d'entre eux.

Au-delà du président de l'université, le gouvernement, ses ministères de l'Education et de l'Intérieur par préfet interposé, portent la responsabilité politique de cette intervention.

Qui a décidé du décret soumettant au recteur toute décision de dérogation à la préinscription ? Qui s'est engagé à résoudre les 83 dossiers ? Qui a ensuite « conseillé » aux non-inscrits de rentrer chez eux ? Le ministère de l'Education !

Qui a décidé de la discrimination entre Français et étrangers en imposant à ces derniers une procédure préalable d'inscription rompant ainsi avec le principe d'égalité des droits ? Le gouvernement. Qui explique que la police applique les directives gouvernementales de classe aux « irréguliers » ? Le préfet de la Seine-Saint-Denis, dépendant du ministère de l'Intérieur, saisi par le président de l'université.

Dès leur libération, les étudiants

ont contacté avocats, presse, associations et organisations de Saint-Denis. Ces dernières ont tenu une réunion samedi 12 novembre. Un télégramme a été envoyé aux ministères de l'Education et de l'Intérieur. Il demande l'inscription des 83 étudiants étrangers. Le personnel administratif, déjà lock-outé par la direction de l'université, se met en grève. Le comité appelle à des débrayages dès lundi matin.

On ne saurait laisser passer la première intervention policière à Paris XVIII Saint-Denis, première intervention dans une université de France depuis l'installation du gouvernement de gauche.

La mobilisation doit imposer au ministère de l'Education l'inscription immédiate des 83 à l'université, contre les expulsions. Il n'est pas possible d'accepter les discriminations racistes, xénophobes, les atteintes à l'égalité des droits. Les militants de la LCR et des JCR sont au cœur de ce combat.

Correspondante

ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	Nom :
1 - AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste	450 F	500 F	Prénom :
2 - SIX MOIS D'EXPERIENCE DEL'HEBDO «ROUGE» 6 mois = 24 numéros	160 F		Adresse :
3 - CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	Formule choisie : <input type="checkbox"/>

Réglement à l'ordre de PEC
2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil
Tél : 859 00 80

Rouge

- Edité par la société Presse/Édition/Communication (PEC)
- Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31
- Directeur de la publication : Robert March
- Commission paritaire : 63922
- Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)



Le PC accepte d'aller au charbon... sans trop se salir les mains, le PS fait grise mine

Dix novembre : grève massive des mineurs de Lorraine.

Dimanche 13, quatrième tour à Aulnay, nouvelle défaite de la gauche. Le même jour, Georges Marchais, devant les élus communistes, fait porter la responsabilité des échecs au Parti socialiste.

Lundi 14 novembre, nouvelle grève massive des mineurs : 30 000 grévistes contre les fermetures de puits. Georges Valbon, président des Charbonnages de France, membre du comité central du PCF, démissionne. Il ne veut plus cautionner la politique du gouvernement sur cette question. Toujours lundi, Henri Krasucki et Louis Viannet, dirigeants de la CGT rendent compte du CCN du syndicat, qui critique nettement la rigueur et appelle à l'action syndicale pour « corriger » les effets négatifs. A ce stade, des questions se posent : que fait le PCF, va-t-il quitter le gouvernement ?

Mardi 15 novembre, Lajoinie, au nom du groupe parlementaire du PCF, annonce que les députés communistes voteront le budget de l'Industrie et de la Recherche qui implique pourtant la fermeture des mines de charbon. Le même jour, Pierre Juquin rend compte du CC du PCF : « Il y a un vaste champ d'accord entre le PS et le PCF », « Nous faisons tout pour que la gauche réussisse. » La boucle est bouclée, l'incident est clos, ceux qui ont eu le

vertige sont autorisés à s'asseoir.

Le refus de tirer les bilans

Les mineurs refusent massivement les plans de fermeture des mines. Les élections montrent un désaveu croissant de la politique du gouvernement. Confrontés à ce problème, est-ce que les dirigeants du PS et du PC tirent les leçons ? A l'évidence, non !

Le PS, par la voix de Poperen et de Jospin, met ces échecs sur le compte de la fraude dont le PCF s'est rendu coupable, éloignant ainsi une partie de l'électorat. Ce dernier rend le PS responsable et insiste sur le fait que les mairies perdues avaient été gagnées « sur le fil » en mars. Tout cela ne peut cacher un net recul parmi les couches populaires et non pas parmi les couches moyennes sujettes à balancement fréquent.

D'où le premier problème : la gauche, plus majoritaire que jamais en 1981, tend à devenir en 1983 plus minoritaire que jamais. Deux ans à peine après le début de son mandat. C'est dans son électorat stable qu'elle perd aujourd'hui la majeure partie de son capital. La cause est malheureusement évidente.

Au lendemain des élections à la Sécurité sociale, les deux confédérations CGT et CFDT reportent elles aussi la responsabilité de leur revers sur la politique de rigueur dont elles apparaissent comptables aux yeux des travailleurs.

Or, c'est clairement la même politique que compte mener le PS

dans les prochains mois. Pire, le gouvernement sait qu'il va devoir procéder à des milliers de licenciements dans l'automobile, dans les mines, qu'il va devoir imposer la baisse du pouvoir d'achat en 1984, qu'il va devoir s'en prendre à la protection sociale.

Aujourd'hui, le seul point stable de la majorité est le prestige présidentiel de Mitterrand. Mais ce prestige, c'est sur les charniers du Liban qu'il le construit. C'est sur une intervention aux côtés des Américains que le président fait remonter sa cote personnelle. Triste prestige auquel contribue aussi le PCF qui, par la bouche de Juquin, vient d'affirmer son plein accord avec la présence française au Moyen-Orient.

Des partenaires dans l'impasse

C'est dans ce contexte qu'évoluent les rapports PS-PC. Pour la majorité des travailleurs qui font confiance à ces partis, l'heure devrait être à l'action contre la droite et le patronat. Pour cela, il faudrait cesser la politique d'austérité menée aujourd'hui. Au contraire, chacun d'eux continue d'agir dans ce cadre. Les dirigeants du PS savent que leur politique nécessite le soutien du PCF, et font tout pour éviter une rupture, pour ne pas mettre les dirigeants communistes en porte-à-faux.

Ainsi, ils se sont bien gardés de critiquer la fraude électorale avant la fin des élections partielles. Sachant que leur véritable atout ne passe pas non plus par l'action de leur propre

parti, ils ont, lors du congrès de Bourg-en-Bresse, cherché à le mettre à la remorque du projet présidentiel. Leur tactique actuelle est de contraindre les militants du PS comme ceux du PC à soutenir une politique qui, chacun le sait, est vouée à devenir de plus en plus impopulaire.

Sur le Parti communiste pèsent de plus en plus les contradictions que nous avons vu plus haut. Chaque jour, place du Colonel Fabien, remontent les informations qui témoignent du mécontentement, de l'écœurement des militants, des mouvements de grève, peut-être sporadiques mais significatifs. Le mouvement dans les Charbonnages en est le dernier exemple.

Face à ce mouvement de grève, Valbon a démissionné, deux mois avant la fin de son mandat. Evidemment, cette démission est une décision maîtrisée de la direction du PCF. Elle permet aux militants du PC et aux dirigeants de la CGT de prendre leur place dans le mouvement actuel, elle est aussi un avertissement au PS sur les limites qu'il ne peut pas franchir. Malheureusement pour les travailleurs, cela s'arrête là. Le PCF a bel et bien voté le budget qui entérine la fermeture des puits, montrant bien qu'il n'est nullement prêt à prendre la tête du mécontentement dans les mines comme ailleurs. Ailleurs, par exemple, c'est la Chapelle Darblay où finalement la CGT accepte aujourd'hui de mettre sous la table le « produire français » et le refus des licenciements.

Non, le PCF ne compte pas aujourd'hui quitter le gouvernement.

Il peut donner chaud au cœur de ses militants en montrant qu'il n'est pas prêt à tout accepter, mais cela s'arrête là. Ainsi, Fiterman continue à appliquer la conduite à agent seul à la SNCF !

Une manœuvre limitée

Par contre, la direction du PCF aura en quelques jours réussi une opération vis-à-vis du PS. Il sera apparu comme critique sur la politique de rigueur, mais inattaquable sur sa loyauté au sein de la majorité, en se référant à l'accord PC-PS de 1981. Au total, ces remous restent malheureusement dans le grenouillage politicien. Les dirigeants refusent de tirer le bilan.

Mais les travailleurs peuvent en tirer une leçon. Le mouvement de grève dans les mines pousse un président à démissionner. Autant il ne sert à rien d'avoir des illusions dans le changement de politique des dirigeants, autant la mobilisation peut être assez forte pour mettre en difficulté le gouvernement lorsqu'il s'attaque à l'emploi. Une leçon à retenir alors que ce dernier ne sait plus par quel bout prendre les négociations salariales 1984, les fédérations de fonctionnaires refusant pour l'instant de servir de tremplin au patronat pour les négociations dans le privé. A l'heure où la droite compte les points et accumule ses forces, celles des travailleurs sont toujours présentes pour l'empêcher de tirer son épingle du jeu.

Laurent Carasso

PCF

Un écart bien tempéré

• S'ils étaient sincères, les dirigeants de la Place du Colonel Fabien auraient agi tout autrement

LE PCF a soigneusement sélectionné les moyens mis en œuvre pour marquer le premier écart significatif réalisé depuis le 10 mai face au gouvernement auquel il participe.

Ce n'est pas un ministre qui est parti pour refuser de cautionner une restructuration riche de suppressions d'emplois, c'est le P-DG Valbon, membre du comité central. Il a choisi le jour de la réussite de masse de la grève unitaire des mineurs pour le faire.

Marchais, devant la réunion des élus PCF, annonce solennellement que la responsabilité de la chute électorale de son parti incombe au PS. La verte réponse de Jospin le jour même accredit l'idée d'une tension montante entre les deux partis.

Troisième moyen employé, la CGT que dirige sans partage le PC. Les travaux de sa direction nationale se terminent par un engagement à l'action, sans autre précision, mais avec un ton critique à l'égard du gouvernement qui monte d'un cran. Le tout, réglé comme du papier à musique, se produit le même jour, 10 novembre.

Un scénario parfait, dont le dénouement arrive le 15 novembre. Les députés communistes ce soir-là votent les crédits budgétaires pour l'industrie, donc ceux alloués à la mine. Paul Laurent explique que Valbon a démissionné à titre personnel. Le 15 novembre, le CC conclut ses travaux par une approbation générale de la politique libano-tchadienne de Mitterrand. Viannet, pour la CGT, précise au *Monde* le 15 novembre, qu'*il ne suffit pas d'éternuer en haut pour que tout le monde s'enrhume dans la totalité des entreprises*, manière de dire qu'il ne va pas déclencher une vague générale de luttes.

Les grandes manœuvres sont réussies. Mais quels étaient les buts recherchés ? Le PC a démontré ses capacités à faire monter la pression, à avoir l'air de se démarquer à gauche, sans attaquer frontalement le gouvernement. Valbon n'a pas visé directement le gouvernement, pas plus que Marchais devant les élus communistes ou que la direction nationale de la CGT. Les militants critiques sont réconfortés par la démission de Valbon, de bon aloi au moment où les licenciements arrivent. Ils toléreront mieux la présence de ministres de leur parti au gouvernement, car ils ont eu la « preuve » de la marge d'indépendance du PC à l'égard du gouvernement. Les ministres PC peuvent dès lors plus facilement rester dans leurs ministères. La direction du PS

ne voit certainement pas d'un mauvais œil un PC plus apte à maîtriser le mécontentement, sans remettre pour autant en cause la ligne d'austérité ni la politique étrangère de Mitterrand.

S'ils étaient sincères...

Si cette opération n'avait pas été une grande manœuvre, voilà ce que CGT et PCF auraient dû faire :

Valbon, démissionnaire, communiquait tous les dossiers dont il dispose aux syndicats ouvriers pour faciliter leurs luttes. Militant du comité central, il prend la tête d'une marche des mineurs sur Paris, qui vise à exiger de la majorité parlementaire et du gouvernement qu'ils garantissent l'emploi et les acquis en faisant payer le patronat. Dans le même temps, les députés communistes refusent de voter un budget industriel incluant des plans de suppressions d'emplois notamment dans le charbon.

Marchais appelle à une vaste contre-offensive contre la droite et le patronat. S'adressant au PS et à ses militants, il leur propose une action nationale et unitaire contre le racisme, pour la défense de l'emploi et des revendications, contre le CNPF. Il appelle tous les travailleurs à se rassembler dans ce mouvement unitaire. De plus, tirant les leçons des abstentions ouvrières, Marchais condamne les mesures d'austérité et fait peser le poids de son parti et celui de la mobilisation pour une politique anticapitaliste.

La direction de la CGT refuse les mesures gouvernementales de police des salaires, chiffre à 500 F mensuels le rattrapage de la perte du pouvoir d'achat, se fixe comme objectif l'obtention de l'échelle mobile, et sur ces bases propose l'unité à la CFDT, à FO et à la FEN pour préparer la mobilisation unitaire et nationale contre le patronat. A l'instar des mineurs de charbon et de leur formidable grève du 10 novembre, la CGT s'engage à tout faire pour organiser un mouvement national chaque fois qu'un secteur industriel sera touché par les licenciements, afin de construire un rapport de forces tel que le patronat soit contraint de céder.

Ceci est un autre scénario. Il aurait été adopté par la direction du Parti communiste si celle-ci avait la moindre intention de fonder sa ligne exclusivement sur les intérêts de la classe ouvrière.

Ce n'est manifestement pas le cas.

Jean Lantier



CGT

Le verbe n'est pas l'action

LE comité fédéral national de la CGT se réunissait les 8, 9 et 10 novembre. De cette instance suprême entre deux congrès confédéraux sort une orientation proposée aux syndicats confédérés, plus caractéristique par le ton et le verbe employé, que par la précision des revendications et des actions proposées.

L'attitude à l'égard du gouvernement

Le 19 octobre l'a de nouveau mis en évidence, la CGT passe pour le syndicat du gouvernement, et c'est à elle qu'on présente la note de l'austérité sous forme de pertes de voix et d'abstentions. La leçon qu'en tire le CCN est qu'il faut manier fermement la critique à l'égard du gouvernement pour mieux retenir ses coups contre lui. Viannet affirme dans la VO du 14 novembre : « Ça ne modifie pas non plus l'appréciation que nous portons sur le gouvernement. Nous ne considérons pas le gouvernement comme notre adversaire, nous ne considérons pas qu'il est l'adversaire de l'intérêt des travailleurs. » Modérée, cette attitude consiste à détourner le mécontentement du gouvernement, Viannet le dit explicitement : « Certes, ils (les patrons) font tout pour attiser le mécontentement. Mais à condition que ce mécontentement se retourne contre le gouvernement. » La CGT se doit donc d'en être le bouclier.

Pas d'assaut frontal, de condamnation vengeresse, de mise en cause radicale. Viannet montre d'ailleurs ce qu'il est permis de faire dans le *Monde* daté du 15 novembre. Face au public non CGT, le ton monte légèrement : « L'écart entre les objectifs de la CGT et la politique du gouvernement... s'est accru dans la dernière période. » Il réaffirmera « notre désaccord avec des aspects essentiels du plan de rigueur ». Af-

faire donc de relation publique, d'image de marque comme on dit dans le marketing. La ligne officielle est celle de la *Vie ouvrière*, ou mieux de la résolution votée par le CCN, dans laquelle la critique à l'égard du gouvernement tient en une ligne. Vain exercice d'analyse ? Non, car les conséquences sur l'action de la CGT sont importantes.

L'action, oui, mais laquelle ?

« Pour vos revendications, d'accord pour l'action ? » titre la VO du 14 novembre. Krasucki parlera d'un « plan de mobilisation » jusqu'à juin 1984, combinant le renforcement de la CGT, les démarches revendicatives et la réorganisation interne. Mais nulle part, la direction de la CGT ne va s'engager à bâtir un rapport des forces tel qu'il permette d'inverser la démobilisation et le désarroi, de bloquer l'offensive patronale, d'avoir raison des mesures d'austérité gouvernementales. Un calendrier à rallonge de journées, de quinzaines d'action, avec des « temps forts » et une séparation spartiate en corporations aux parois étanches, c'est plutôt cela dont il s'agit.

Nulle condamnation sans appel des mesures gouvernementales privant la CGT du libre droit de négocier les salaires, nul rejet clair et net de la police des salaires ne viendront du CCN, alors que le patronat s'abrite derrière ces mesures pour les opposer aux travailleurs. S'il est vrai que ce gouvernement n'est pas assimilable au précédent, il pratique une politique qui favorise le patronat. Et justement, s'il n'est pas assimilable au gouvernement Barre-Giscard, c'est qu'il est essentiellement composé du PS et du PC, auxquels les adhérents CGT peuvent demander des comptes. Or le CCN prétend s'opposer à l'offensive du CNPF et de la droite, sans prendre

position contre la politique de rigueur qui les sert, sans rien exiger d'une majorité que la CGT prétend avoir contribué à mettre en place.

Quelles revendications ?

Viannet dira au *Monde* qu'*il ne suffit pas d'éternuer d'en haut pour que tout le monde s'enrhume dans la totalité des entreprises*. Il ne s'agit pas pour lui de réaffirmer un fédéralisme statutaire, laissant l'autonomie d'orientation aux syndicats de base. Viannet veut dire qu'il ne suffit pas de presser sur un bouton pour déclencher l'action. C'est vrai. D'autant moins quand la CGT ne propose aucune perspective de mobilisation unitaire d'ensemble sur aucune revendication. Car enfin ! Les pertes du pouvoir d'achat, par exemple, que le CCN reconnaît, ne justifient-elles pas de chiffrer nationalement leur montant ? N'induisent-elles pas une bataille actuelle tous ensemble, pour l'échelle mobile ?

Viannet, qui refuse de s'enrhumer, ferait mieux de dire qu'il fait tout pour contenir l'action revendicative dans les entreprises, qu'il tourne résolument le dos au mouvement d'ensemble nécessaire pour les salaires. Il répétera longtemps encore que « tout dépend de vous », manière de rejeter sur la base syndicale l'insuffisance des luttes. Alors qu'une direction confédérale devrait rejeter toute entrave à la liberté de négocier les salaires, définir un objectif national chiffré pour le pouvoir d'achat, affirmer qu'elle fera tout pour l'atteindre, mobiliser dans l'unité pour ça et se donner comme but d'obtenir une nouvelle conquête, l'échelle mobile. Cela supposerait que la mobilisation enclenchée se tourne vers la majorité de gauche pour exiger d'elle son intervention pour les revendications. Mais cela, le CCN ne l'admet pas. Seul le « ton » monte.

Jean Lantier



Oui, on peut gagner

• Dans les luttes de ces trois derniers mois les éléments pour une mobilisation unitaire apparaissent

ON est loin du « on a gagné ». La plupart des militants et des travailleurs résumant la situation en quelques mots, suivis d'une interrogation : « On est vraiment dégoûtés. Pas battus. Mais en train de se demander comment faire pour que ça change. »

La réponse, pour l'heure, ne semble pas évidente : un grand courant de luttes massives, même sur des revendications élémentaires de défense des acquis, en fournirait le premier pas. Les grèves contre les attaques patronales, en février 1982, en avaient fourni un exemple, trop oublié : au bout de deux semaines marquées par une vague de luttes, François Mitterrand avait fait un pas dans le bon sens en prenant position contre toute baisse du pouvoir d'achat. Pas par « irréalisme », comme la direction de la CFDT ou Jacques Delors peuvent le penser et le dire. Mais parce qu'il sait bien de qui la majorité de mai-juin 1981 tient sa légitimité. Et à qui, en définitive, elle a des comptes à rendre.

Des grèves lourdes de sens

Tous les mouvements dans les services publics, depuis des mois, ont le même sens. Particulièrement éclatant dans le cas des centres de tri PTT : avec 80 % du personnel en lutte dans des dizaines de centres, la grève s'est imposée malgré le refus de la lutte par les directions nationales de la CFDT et de la CGT ; parce que des militants avaient décidé de la préparer, de la façon la plus coordonnée possible, depuis le printemps dernier. Toujours dans les PTT, la grève aux Chèques postaux de Paris, le 29 septembre et le 6 octobre, donne le même exemple : l'unité a été imposée par la claire volonté de la CFDT, qui a fait une consultation publique du personnel sur les revendications et l'action, amenant la CGT à s'y joindre pour obtenir la suppression du travail du samedi sous forme de réduction pure et simple du temps de travail, sans aucun « réaménagement » de la semaine. Le résultat de ces efforts unitaires est évident : avec 40 % à Bourseul et 60 % à Montparnasse, cette action a rassemblé le plus fort taux de grévistes depuis 1974, où l'ensemble des PTT était en mouvement.

Il faudrait beaucoup de place pour détailler davantage les exemples de luttes massives à la SNCF, à l'EDF-GDF... Une caractéristique commune s'en dégage : dès que les garanties existent pour que l'action soit ressentie par les travailleurs comme à leur portée, dès que l'unité s'impose, on retrouve des pourcentages de grévistes très élevés, comme cela s'était vu au moment des grèves pour les trente-neuf heures. Ce message politique ne comporte pas d'ambiguïté, à l'inverse de ce que prétend Edmond Maire en lutte (sic !) contre les « corporatismes » : après la victoire électorale de 1981, la grande masse des travailleurs n'accepte pas la remise en cause de ses acquis au moment même où le patronat multiplie ses attaques.

Des forces à regrouper

On voit bien ce qui serait possible si les directions syndicales ne cherchaient pas à couvrir une politique de soumission aux exigences de la bourgeoisie. Après les grèves de l'automobile, les dix mille manifestants du 23 septembre à Longwy, devant les luttes comme celles de la Chapelle Darblay ou de RVI-Feuillat, qui oserait dire que seule la fonction publique et le secteur public répondraient à un appel réel à l'action ?

Quelles que soient les situations locales, ceux qui œuvrent à la mobilisation unitaire se heurtent aux mêmes obstacles : jamais les directions confédérales, prêtes à attribuer leur échec aux élections du 19 octobre au gouvernement, ne veulent l'unité pour l'action ; comme le PS ou pour l'essentiel le PC, elles considèrent que la politique du gouvernement est « la seule possible ». A peine la CGT parle-t-elle, comme le PC, de corrections de détails...

A l'évidence, un mouvement d'ensemble aurait de tout autres priorités : défense du pouvoir d'achat, bas salaires, chômage, fermetures d'entreprises... Il remettrait à l'ordre du jour les aspirations qui ont fait la victoire du 10 mai, auxquelles les directions ouvrières majoritaires tournent de plus en plus nettement le dos.

C'est pour regrouper toutes les forces dispersées que nous proposons, comme beaucoup de travailleurs et de militants syndicaux, qu'une vraie mobilisation unitaire et interprofessionnelle, contre toutes les attaques patronales et pour l'annulation des mesures d'austérité soit organisée.

Cela serait un pôle pour rassembler ces dizaines de milliers de travailleurs qui mènent, depuis des semaines, des luttes par secteur, par bout d'atelier, par catégorie : en l'absence de toute perspective donnée par les directions du mouvement syndical, ils durcissent leurs formes d'action (séquestrations, occupations de locaux patronaux...) sans savoir comment parvenir à des luttes plus larges, et parfois sans même plus le rechercher, mais leur volonté de combattre serait multipliée par une perspective d'ensemble.

Un plan de mobilisation

Face à la polarisation à droite, face aux exigences patronales, il s'agit de mettre à l'ordre du jour un plan de mobilisation. Le terme, qui a été repris par la direction de la CGT, est bon. Même si le but de Krasucki est, sans aucun doute, à l'opposé du nôtre. Lui propose « un plan » et ouvre son calendrier pour trouver, d'ici le mois de juin prochain, assez de semaines pour que chacun et chacune puisse « agir » sans jamais se mélanger aux autres travailleurs.

Contre les coups du patronat, contre une politique de la majorité qui conduit à l'échec, il faut, tout au contraire, un véritable plan de mobilisation, faisant converger toutes les forces. A partir de la situation réelle : en opposant les exigences qui s'expriment à la politique des directions ouvrières, en montrant comment les luttes mettent à l'ordre du jour une riposte ouvrière à la hauteur. Sous nos yeux, à l'instant, l'exemple du charbon crève d'évidence : pourquoi une grande marche de tous les mineurs sur Paris n'est-elle pas proposée ? Ce serait tout autre chose que la simple démission de Valbon. Et pourquoi, si elle avait lieu, une telle marche ne regrouperait-elle pas aussi les sidérurgistes et celles et ceux du textile ? Tous ne sont-ils pas confrontés à la même politique capitaliste de restructuration ?

Autant de luttes, autant d'exemples d'une nécessaire mobilisation unitaire d'ensemble. Autant de situations où, inlassablement, le chemin de la victoire doit être montré. Oui, on a gagné contre Giscard. Oui, on peut gagner contre le patronat. A condition que la mobilisation de masse, construite par tous les travailleurs et les militants qui veulent éviter l'échec, impose à la majorité d'entendre la voix des travailleurs.

Pierre Rème



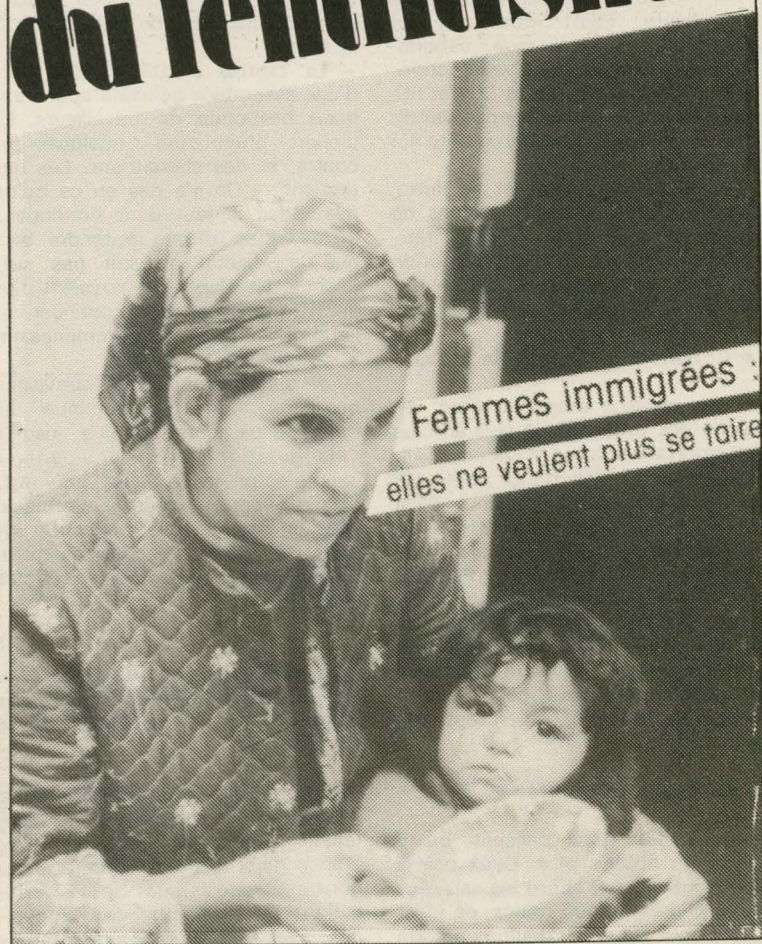
cahiers du féminisme

N° 26
Automne 83 15 F

Vient de paraître

Dans ce sommaire, quelques articles...

- Un dossier sur les femmes immigrées : la chasse aux sans-papiers, les expulsions, le contrôle de l'immigration familiale... une politique inacceptable. L'interview d'une jeune femme immigrée : femmes immigrées et travail, etc.
- La loi antisexiste.
- Une syndicaliste d'Afrique du Sud témoigne...
- La 2^e rencontre internationale des femmes d'Amérique latine.



CHARBONNAGES

En grève
contre un avenir noir

- Les mineurs n'acceptent pas que la gauche renie ses engagements. Ils luttent dans l'unité contre les fermetures de puits

LES mineurs viennent de démontrer leur volonté de ne pas accepter l'avenir que leur promet le gouvernement. Du Nord au Midi, la grève, après celle des mines de Lorraine, fut particulièrement suivie, à l'appel unitaire des fédérations du sous-sol. A Carmaux, seulement FO et la CGC ne s'étaient pas joints au mouvement, ce qui n'empêcha pas le succès de la journée du 14.

Dans le Nord, selon la direction elle-même, 98 % de grévistes au fond, 65 à 70 % au jour, 70 % au fond à Carmaux. Même détermination à Montceaux-les-Mines, Gardannes, à Ladrecht où la politique gouvernementale sonne comme une deuxième condamnation.

Voilà un puissant avertissement au gouvernement qui accepte tout simplement la suppression d'environ 50 % des emplois. Or, à Carmaux, les syndicats ont calculé qu'un emploi supprimé à la mine signifie trois autres emplois supprimés dans le secteur. On mesure l'étendue des dégâts.

Mauroy a bien promis de relancer des industries nouvelles dans les régions concernées. Les mineurs ont raison d'être méfiants. Où sont les activités de remplacement en Lorraine pour reclasser les sidérurgistes licenciés ? Où sont les emplois de remplacement dans les régions minières qui ont déjà vu fondre leurs effectifs au fil des années ? Face à des promesses qui risquent de ne rester qu'au stade des bonnes intentions, les mineurs ont raison de compter d'abord sur leur mobilisation, pour dire non au plan de chômage du gouvernement et pour sauvegarder leur emploi.

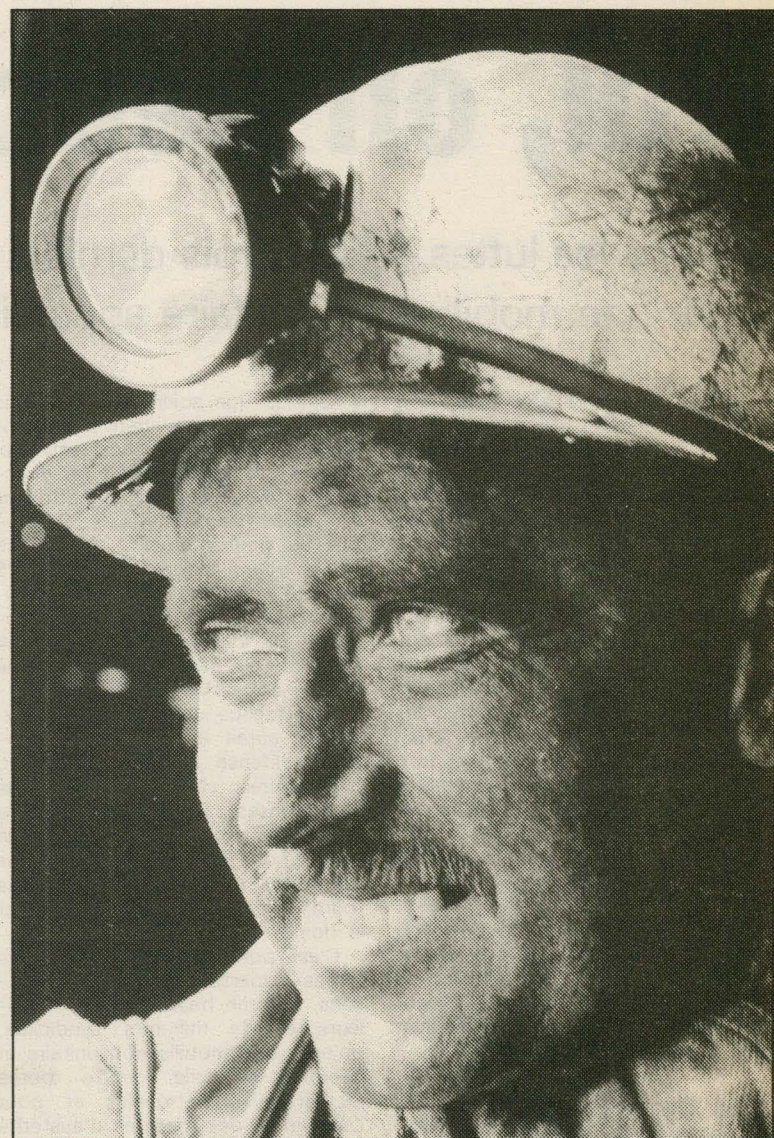
La direction des Charbonnages va certainement essayer de faire passer la pilule en douceur, en jouant sur les départs en retraite, en accordant de façon plus libérale les départs en retraite pour raison de travaux pénibles ou de santé. Mais rien de tout cela ne sera suffisant avec le plan charbonnier que décide le gouvernement. Rien de tout cela ne résoudra la question de l'emploi pour les populations touchées par la fer-

meture des mines.

Le PC propose de maintenir au moins la production actuelle et même de l'augmenter. Le développement de techniques d'extraction pour permettre une augmentation de la production au meilleur coût, ce qui est la règle de l'économie de marché, obligera de toute manière à supprimer du personnel. Personnel que *le Monde*, dans un article du 15 novembre, a l'air de trouver trop bien payé, avec des avantages exorbitants ; des nantis quoi.

Il faudrait par ailleurs poser le problème du déclassement des centrales thermiques qu'entreprend EDF au profit des centrales nucléaires. Bien d'autres utilisations du charbon ne sont pas envisagées, sans doute parce qu'elles ne permettent pas des profits assez juteux aux industriels concernés. Et on demande aux mineurs de se sacrifier sur l'autel du profit. Ils viennent de dire non.

Tous les atouts doivent être lancés dans cette bataille qui sera rude. L'unité syndicale pour la mobilisation, pour la défense de



l'emploi est à conserver. Les syndicats doivent préparer après ce succès une montée nationale sur Paris avec grève, pour aller dire à la majorité PS-PC qu'il est hors de question d'accepter les licenciements.

Cette mobilisation peut être

préparée par une assemblée unitaire des délégués qui, en outre, centraliserait les revendications de chaque puits, de chaque région. Voilà la perspective pour répondre efficacement à la hauteur du défi lancé aux mineurs.

Alain Nasier

SILVALAC CARMAUX

La tête haute
après trois semaines de lutte

- Interview de grévistes

SILVALAC est une usine de plastique, à Saint-Benoît de Carmaux, employant 170 travailleurs. Saint-Gobain et les Charbonnages de France, nationalisées, en sont les principaux actionnaires. Deux syndicats, la CGT et FO, sont présents sur l'entreprise, tandis que la CFDT est quasi-inexistante sur la région.

Après trois semaines de lutte, contre les mauvaises conditions de travail, pour l'embauche des intérimaires, pour 2 % d'augmentation des salaires, deux travailleurs ont bien voulu répondre à nos questions.

- Comment a démarré la grève ?

— Des copains étaient à bout, en raison des cadences de plus en plus insupportables qu'on nous imposait. Les brimades des petits chefs les rendaient agressifs. Quand c'est parti, tout le monde s'y est mis, à l'exception de quelques employés de bureau et contremaîtres. Pendant plus de trois semaines, nous avons appris à nous connaître, à vivre ensemble. Nous avons vu la population carmausine et les mineurs nous aider financièrement. Tout cela nous a permis de rentrer dans l'entreprise la tête haute.

- Qu'avez-vous obtenu ?

— Tous les gars pensent qu'on aurait pu obtenir plus. Deux points font problème. D'abord les salaires : deux primes de 400 francs, ce n'est pas pareil que 2 % d'augmentation des salaires, et, de plus, on a perdu

un mois de salaire du fait de la grève. Ensuite, les intérimaires ont demandé à être embauchés, mais il n'y a aucune garantie sérieuse qu'ils le soient.

— La reprise a été décidée lors d'une assemblée générale où il manquait beaucoup de travailleurs. La plupart était pour, quelques-uns contre, et des abstentions. Les uns disaient : « On n'a pas eu ce qu'on demandait, il faut donc continuer » et les autres : « Il faut reprendre, bien que le résultat ne soit pas suffisant ». La plupart ne voyaient plus de perspectives pour continuer, et les problèmes de fric commençaient à se faire sentir.

— Je suis profondément convaincu que l'on aurait pu continuer au moins deux jours de plus, jusqu'à l'inauguration du monument à Jaurès en présence de R. Leroy et L. Jospin, venus exprès à Carmaux. Mais il semble que beaucoup de gens, le maire PS par exemple, tenaient à ce que la grève se termine avant.

- Que pensez-vous de l'intervention des flics au moment où vous reteniez les négociateurs de la direction ?

— Comme beaucoup de camarades, j'avais espoir dans la gauche. Maintenant je suis très déçu. Les flics étaient deux fois plus nombreux que nous... Lorsqu'ils sont arrivés, nous aurions pu faire appel à la population, avec la voiture sono. On ne l'a pas fait car il aurait pu y avoir des

heurts. On nous a souvent répété qu'il ne fallait rien faire qui soit hors la loi, pourtant le patron, lui, ne se gêne pas.

- Quel soutien avez-vous reçu des partis et des syndicats ?

— En ce qui concerne FO, on a aperçu un responsable et c'est tout. La CGT, c'est elle qui nous a le plus aidés, pourtant, je l'ai parfois trouvée trop raisonnable, pas assez gonflée. Elle a même freiné par moments. Le PCF et le PS ont apporté leur aide financière à travers les municipalités qu'ils détiennent.

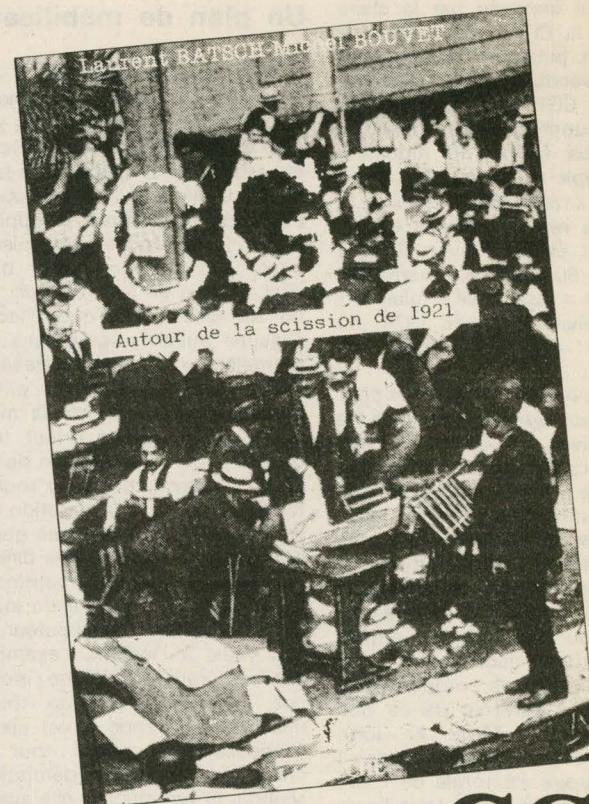
- Et que pensez-vous de l'action de la LCR ?

— Avant la grève, nous la connaissions uniquement par les tracts distribués de l'extérieur de la boîte. Les gars trouvaient que ce que disait la Ligue était bien, mais ce qui leur faisait peur, c'est le mot « révolutionnaire ». Pendant la lutte, on a vu les militants de la Ligue à nos côtés, au piquet de grève par exemple. Le tract distribué par la LCR a été lu par tous les gars. D'ailleurs, ils l'ont eux-mêmes fait circuler.

— Je pense que quelque chose a changé, que la Ligue ne sera plus quelque chose d'inconnu, d'extérieur. Personnellement, j'ai décidé de lire *Rouge* toutes les semaines et de continuer à discuter avec les militants de la LCR.

Propos recueillis par notre correspondant

Vient de paraître



CGT

autour de la scission de 1921

La charte d'Amiens

Les rapports parti-syndicat

Unité et démocratie syndicales

60 F à la librairie «La Brèche»
9 rue de Tunis 75011 Paris

Des solutions existent



LE gouvernement issu du 10 mai a beaucoup parlé d'insertion des travailleurs immigrés. Tenant compte de leur réelle stabilisation (80 % d'entre eux sont en France depuis au moins dix ans, les deuxième et troisième générations sont nées ici), il s'agissait d'affirmer une communauté multiraciale issue de l'histoire particulière de notre pays.

Avec les promesses pour l'égalité des droits du candidat Mitterrand en 1981, les immigrés ont beaucoup espéré de la nouvelle situation. Dans les premiers mois du septennat fut reconnu le droit d'association et, malgré les restrictions, une partie des sans-papiers virent leur situation régularisée.

Depuis, force est de constater que le bilan est plutôt négatif. Aucune avancée dans l'égalité des droits tandis que la réouverture de la chasse aux sans-papiers aboutit inévitablement à contrôler tous les immigrés et à jeter une suspicion permanente sur chacun d'entre eux.

Le gouvernement s'oppose verbalement aux propos ouvertement racistes tenus par la droite. Mais pour s'opposer réellement à la montée du racisme, ce sont les actes qui comptent.

La carte unique de dix ans pour tous les immigrés renouvelable automatiquement non informatisée

Promesse du candidat Mitterrand, elle permettrait la suppression d'un système mixte (carte de séjour et de travail

séparés) et provisoire (un an ou trois ans ou dix ans). Elle assurerait aux immigrés le droit permanent au séjour et au travail s'ils le désirent. Elle ferait d'eux des citoyens à part entière, et non une « main-d'œuvre mobile » selon les choix économiques du moment.

Le droit de vote et d'éligibilité

L'interdiction du droit de vote pour les immigrés empêche une partie de la classe ouvrière de s'exprimer. C'est pourquoi la droite a toujours été opposée à une telle mesure. La gauche l'avait promise au moins pour les élections municipales. Depuis, rien !

Pourtant, reconnaître un tel droit élémentaire serait un des arguments les plus puissants contre le racisme. Il y a fort à parier que les lamentables propos tenus lors des récentes élections municipales auraient trouvé moins de défenseurs si les immigrés avaient pu, dans les urnes, sanctionner les racistes.

Mais au-delà, il faut obtenir le droit de représentativité des immigrés dans toutes les instances de décisions locales.

Le droit au logement pour tous

C'est-à-dire la suppression définitive des cités de transits : relogement de tous les immigrés, sans discrimination, retrait de toutes les notions de quotas ou de « seuil de tolérance ». La construction de nouvelles structures collectives de logement pour les immigrés isolés, le droit au statut de locataire avec toutes les libertés qui en découlent.

Rouge

Supplément

au n° 1088

du 18 novembre

PAF : 2F

Contre le racisme : égalité des droits

Quarante agressions délibérées contre de jeunes immigrés depuis un an, de 9 % à 17 % pour l'extrême droite aux municipales, des slogans ouvertement racistes qui fleurissent sur les murs en toute impunité, des déclarations de Chirac, de Marchelli, de Le Pen qui rivalisent pour trouver la meilleure solution finale au problème de l'immigration. Tous ces faits s'accumulent quotidiennement et induisent une montée du racisme qui ne doit rien au hasard.

S'appuyant sur la crise économique, le chômage, les sentiments d'insécurité qui en découlent, la droite et l'extrême droite orchestrent une véritable campagne pour désigner l'immigré comme le bouc-émissaire et détourner ainsi les travailleurs des véritables responsables.

Le gouvernement de gauche a plus souvent qu'à son tour repris les mêmes arguments. Ainsi Pierre Mauroy accusa, au printemps dernier, les OS de Citroën d'être des fanatiques manipulés par des intégristes musulmans pour éviter de répondre à leurs revendications. Ainsi, Gaston Defferre se vanta d'avoir expulsé davantage d'immigrés que la droite.

Malgré les grands discours contre le racisme, la politique mise en œuvre actuellement ne se donne pas les moyens d'y mettre un coup d'arrêt : aucune mesure sérieuse pour l'égalité des droits mais une politique répressive contre les immigrés sans papiers.

L'enjeu se précise tous les jours davantage : y aura-t-il bientôt banalisation du racisme, des scores de l'extrême droite, des attentats racistes, des contrôles policiers, de la chasse au faciès ? Ou bien au contraire face au racisme, une mobilisation unie de tous les travailleurs français et immigrés mettra-t-elle un coup d'arrêt à la division mortelle qui s'opère insidieusement au sein de la classe ouvrière ?

Il est urgent d'engager une lutte résolue contre le racisme ! Les mobilisations autour de la Marche pour l'égalité et contre le racisme en sont un premier maillon décisif. Au-delà, c'est la lutte permanente pour la défense des travailleurs immigrés, la bataille pour une véritable égalité des droits, la dénonciation quotidienne du racisme qui permettront de créer une autre situation.



ABONNEMENT A DOMICILE		Nom :	
	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	Prénom :
1- AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste	480 F	500 F	Adresse :
2- SIX MOIS D'EXPERIENCE DEL'HEBDO «ROUGE» 6 mois = 24 numéros	180 F		Formule choisie : <input type="checkbox"/>
3- CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	180 F	170 F	Règlement à l'ordre de PEC 2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Tél : 859 00 80

Rouge

• Edité par la société Presse/Édition/Communication (PEC)
• Imprimerie Rotographie Montreuil Tél 859 00 31
• Directeur de la publication Robert March
• Commission paritaire 83922
• Rédaction-administration 2, rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Tél 859 00 80 (lignes groupées)

L'immigration est un phénomène mondial

UN certain nombre de pays qu'on appelle « en voie de développement » ont été colonisés dans le passé par les pays occidentaux. Les conséquences s'en font sentir encore aujourd'hui. D'ailleurs pour l'essentiel, les pays « riches » ont conservé des rapports économiques, sociaux et politiques de domination à leur égard.

Un exemple : la France a non seulement gardé des liens étroits avec l'Afrique, mais elle continue de lui imposer le type de production qui l'intéresse : la monoculture de la banane, de la canne à sucre ou du café ; le développement de petites industries qui embauchent très peu de travailleurs, etc. Les paysans de ces pays ont été ainsi ruinés. Contraints de s'exiler dans les villes, de s'entasser dans des bidonvilles, ils ont grossi le nombre de misérables.

Telle est la réalité. Ce n'est donc ni une question de

Fuir la faim, la misère ? L'immigration n'est qu'une conséquence des rapports inégaux entre les pays.



« pauvreté naturelle », ni de paresse des habitants comme on voudrait souvent le faire croire.

D'ailleurs, dans tous les pays d'Europe il y avait, encore récemment, des régions sous-développées d'où les habitants émigraient pour « monter à la ville » chercher du travail dans les usines. L'émigration, c'est le même phénomène... à l'échelle internationale.

Pourtant, un autre type de développement dans ces pays permettrait de fournir un emploi à tous sur leur sol. Cela exigerait de mettre fin à l'exploitation de ces régions par les métropoles occidentales.

Mitterrand en arrivant à la présidence avait prétendu établir un « dialogue entre le Nord et le Sud » et de nouveaux rapports. Au Tchad on a vu ce qu'il en était : qui s'est préoccupé de l'avis des populations du Tchad qui vivent dans la misère la plus extrême ? Où sont les « nouveaux rapports » ? Ils consistent, comme par le passé, à soutenir un dictateur contre un autre !

Avec la crise économique, ces pays sombrent dans la misère du fait de l'intérêt et du pouvoir de ceux qui décident où ils investissent leurs capitaux : en fonction de l'endroit où leur profit est le plus élevé et non de l'endroit où sont les travailleurs.

● Les pays riches n'aident pas les pays pauvres : ils les exploitent.

● La pauvreté et son corollaire, l'immigration, ne sont pas des fatalités mais des conséquences d'un système fondé à l'échelle mondiale sur la règle du profit.

France - en millions d'habitants.			
	Population totale	Population étrangère	%
1851	35,78	0,38	1,06
1911	39,19	1,16	2,96
1921	38,80	1,53	3,95
1931	41,23	2,72	6,59
1936	41,18	2,20	5,34
1946	39,85	1,74	4,38
1962	46,46	2,17	4,67
1968	49,66	2,62	5,28
1975	52,60	3,44	6,54

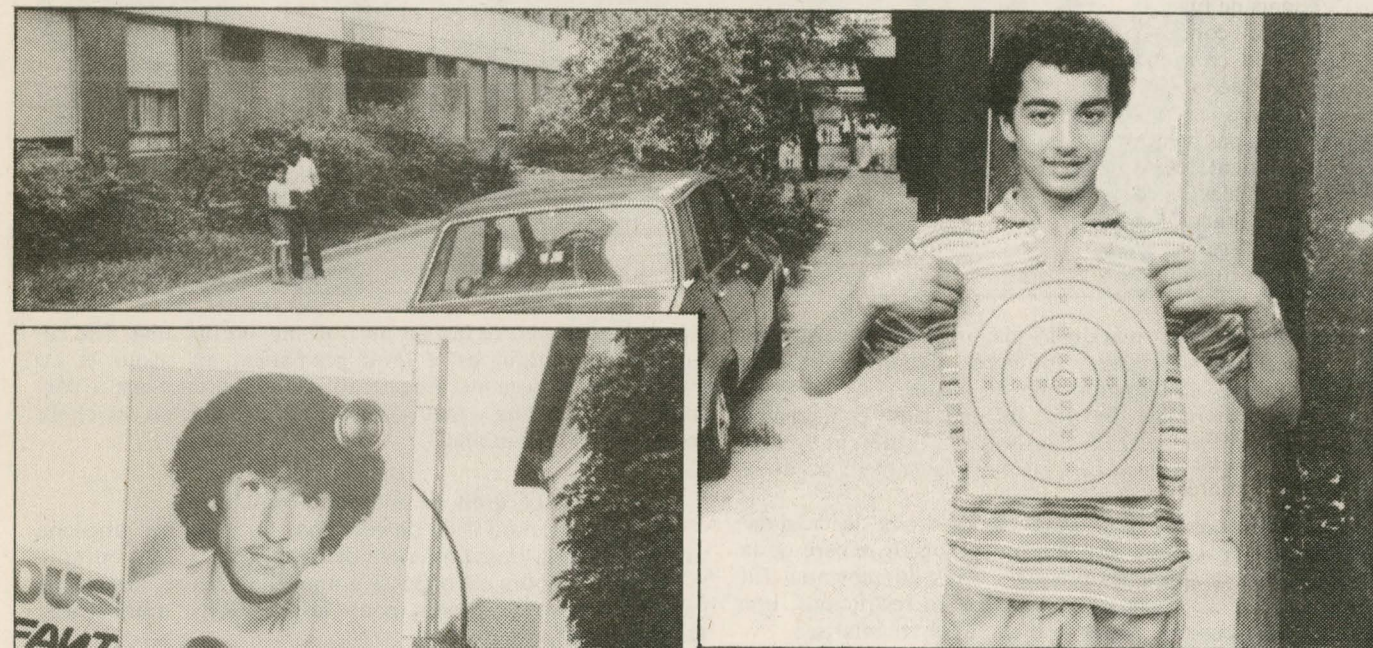
(chiffres 1980)	Travailleurs	Population étrangère totale	(chiffres 1980)	Travailleurs	Population étrangère totale
R.F.A.	2.168.800	4.453.300	Suisse	501.100	892.800
France	1.591.900	4.147.900	Belgique	310.100	890.300
			Pays-Bas	250.000	537.800
Royaume Uni	775.000	1.771.000	Suède	234.100	421.700

Tous des délinquants ?

LA délinquance, ce sont les immigrés ! » Encore une idée fautive ! Une étude du CNRS a montré que les facteurs explicatifs de la délinquance sont l'âge et la situation sociale, jamais la nationalité. Aussi, à âge égal et à situation égale, la petite délinquance n'est pas plus forte chez les immigrés que chez les Français.

Quant à la grande délinquance, on ne trouve que 7 % d'immigrés parmi les condamnés en assises, alors qu'ils repré-

sentent 8 % de la population. Les affaires de grand banditisme telles que les gros trafics de drogue sont plutôt l'apanage d'un milieu social aisé. Rien à voir avec les immigrés qui, eux, par contre, vivent dans une insécurité permanente : peur de l'agression raciste quotidienne, verbale, physique (meurtres à répétition) ; peur du contrôle policier systématique ; peur d'avoir des papiers pas en règle, des tracasseries administratives diverses ; peur enfin de se voir retirer leur titre de séjour, de se retrouver à la frontière sans argent, sans avenir.



Les jeunes immigrés

Les trois quarts d'entre eux sont nés en France ; le tiers possède la nationalité française. C'est dire à quel point les deux millions de jeunes immigrés ont des raisons de vouloir rester en France. Pourtant, ils sont victimes d'un racisme quotidien et meurtrier : quarante jeunes blessés ou tués en un an par des « beauf » à la gâchette facile ou par des flics qui considèrent normal de descendre un jeune immigré. La justice se charge d'ailleurs de leur donner raison.

Les revendications des jeunes immigrés, qui s'organisent de plus en plus dans leurs cités ghettos, sont simples. Ils veulent une véritable égalité des droits avec les jeunes Français qu'ils côtoient depuis leur naissance. Ils veulent être reconnus à part entière, pouvoir s'insérer dans notre société tout en gardant leurs spécificités culturelles d'origine. Ils veulent le droit à la formation, des chances égales face à l'emploi, à l'école, à la vie.

Les immigrés coûtent-ils cher à la Sécu ?

LES immigrés envahissent nos hôpitaux, ruinent la Sécurité sociale et les allocations familiales. » Encore faux ! Les immigrés ont moins recours aux soins que les Français : ils sont moins hospitalisés, bien qu'ils soient victimes de plus de 20 % des accidents du travail. Leur risque d'accident est deux fois et demie plus grand que celui des Français car ils occupent des emplois plus dangereux (bâtiment et travaux publics).

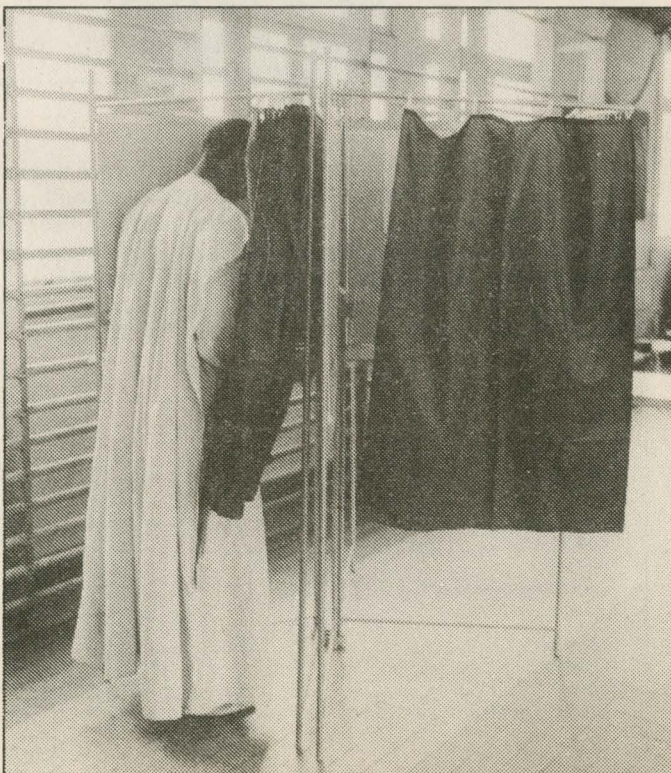
Les immigrés coûtent aussi moins cher à la Sécu : ils payent les mêmes cotisations mais selon les enquêtes faites sur la région parisienne, pour l'année 1978 par exemple, les remboursements de maladie étaient moins importants en moyenne (3 251 francs contre 3 820 francs).

Enfin, en ce qui concerne les allocations familiales, une partie est versée normalement en France mais l'autre partie, calculée sur les taux des pays d'origine, est versée aux familles qui ne sont pas venues en France.

Globalement, les prestations sont donc inférieures pour des cotisations égales. Il faut savoir par exemple que pour quatre enfants en France, une famille touche 1 660 francs d'allocations contre seulement 491 francs en Algérie ou 490 francs au Portugal.

Enfin, les droits à la retraite ne sont que partiellement utilisés par les immigrés eux-mêmes. Ils sont bien plus nombreux que les Français à ne pas demander le bénéfice d'une pension pour laquelle ils ont cotisé. Souvent rentrés au pays à ce moment-là, ils ne parviennent pas, du fait de leurs déplacements fréquents, à retrouver l'ensemble des papiers nécessaires. A la caisse de retraite du bâtiment 41 % des cotisants sont des immigrés, mais seulement 9 % des retraités sont étrangers.

● Les immigrés cotisent comme tout le monde et reçoivent en moyenne des prestations moindres.



Femmes immigrées Conquérir l'indépendance

Les femmes immigrées dépendent pour leur droit au séjour à la fois du chef de famille (leur mari ou leur père) et des pouvoirs publics. Elles subissent donc une double discrimination.

Nombre de femmes immigrées sont venues en France rejoindre leur mari dans le cadre de l'autorisation des regroupements familiaux. Elles ne peuvent obtenir de carte de séjour sans l'autorisation de leur mari.

De plus, la politique actuelle, qui vise à inciter les femmes françaises à quitter leur emploi, interdit de fait aux femmes immigrées d'en avoir un.

Pour elles, une véritable égalité passe par :

- leur reconnaissance sur le plan juridique indépendamment de leur père ou de leur mari ;
- le droit à être elles-mêmes chef de famille ;
- l'accès à la formation et au travail.

La France un pays d'accueil ?



LA France rend service aux travailleurs étrangers en les accueillant, en leur donnant du travail ! » C'est ainsi que les dirigeants présentent l'immigration. En fait, là encore, rien n'est dû au hasard ou à la générosité. Dans les années soixante, les patrons en France ont eu besoin d'utiliser massivement une main-d'œuvre immigrée qu'ils ont fait venir pour occuper des postes bien précis dans l'industrie.

Les patrons ont trouvé leur compte à produire massivement des biens de consommation, par exemple les automobiles, dans ces années-là. De nouvelles usines ont été créées avec un nouveau système de travail : la chaîne où le travailleur fait le même geste pendant des heures. D'où la nécessité de trouver des ouvriers ayant un « profil » bien précis : qui acceptent de travailler à la chaîne, y compris la nuit, en équipe, qui acceptent un bas salaire pour des travaux très pénibles, qui ne coûtent rien en formation et en logement, qui n'exigent pas de changer de qualification ou d'en acquérir une, qui soient mobiles, prêts à changer de région pour suivre les nouvelles usines, etc.

Le travailleur immigré venu à cette époque ne savait pas combien de temps il resterait. En général sa famille est restée

au pays. Il arrive avec l'idée d'un court séjour en France, le temps de gagner sa vie dans n'importe quelles conditions. De toute façon — pensait-il — cela ne serait pas mieux dans son pays d'origine. Le luxe apparent des pays développés l'attire. Mais ce luxe n'est réservé qu'aux riches.

En réalité, l'immigré sera considéré d'abord comme l'étranger, que l'on peut traiter comme un chien. Il est parqué chez un « marchand de sommeil » pour n'avoir rien à dépenser en frais d'équipement. On pourra le renvoyer avant l'heure de la retraite. Presque aucun droit ne lui est accordé.

Telle est la réalité de l'accueil : une vaste hypocrisie qui a servi à masquer une réalité de misère et d'exploitation. Les patrons en ont largement profité : c'était la fameuse période d'expansion où toujours les profits grimpaient. Le miroir de « la société de consommation » d'alors avait pourtant son revers sinistre à travers l'exploitation des travailleurs immigrés.

● L'accueil désintéressé n'existe pas : il s'agit d'une politique consciente de recherche du profit maximum.

● Les immigrés ont contribué de manière décisive à « l'expansion économique ».

Les immigrés responsables du chômage ?

AVEC le chômage actuel, n'y a-t-il pas un problème ? Contrairement à une idée très répandue, l'évolution du chômage est indépendante de l'immigration :

— En France, depuis 1974, l'immigration a été stoppée. Pourtant, entre-temps le chômage a été multiplié par 5,3.

— En Europe, le chômage a progressé de 30 % en 1981 alors que tous les pays de la CEE ont une politique très stricte de fermeture des frontières.

Mais, de plus, renvoyer les immigrés chez eux serait inefficace :

— Moins de trois travailleurs immigrés sur dix pourraient être remplacés par des Français : ils n'occupent pas les mêmes emplois, et pas dans les mêmes régions.

— Les travailleurs immigrés sont aussi des consommateurs. Leur départ désorganiserait des branches entières et supprimerait de nombreux débouchés. Ce serait donc une catastrophe, contrairement à ce que disent les agitateurs racistes.

Mais il faut aller plus loin : le patronat ne trouve plus le même intérêt aujourd'hui qu'avant la crise à utiliser une main-d'œuvre immigrée. Et cela pour deux raisons essentielles :

● La première : les immigrés ont changé au fil des années. Ils ont appris à se battre avec les autres travailleurs. Aujourd'hui, ils sont souvent à la pointe du combat pour les salaires, contre les mauvaises conditions de travail. Citroën, Talbot, Renault-Flins en sont les récents exemples. Dès le début des années soixante-dix, les OS immigrés avaient mené des luttes très dures et exemplaires (Gerosteel, Pennaroya, Renault), montrant leur volonté de refuser les conditions de surexploitation que leur imposaient les patrons.

Les immigrés se sont installés en France, ont fait venir leur famille, ont exigé des logements décentes après des luttes longues contre les foyers où on les avait parqués si longtemps.

Ils réclament aujourd'hui de nouveaux droits, une insertion réelle, l'égalité entre eux et les travailleurs français.

A la longue, tout cela s'est avéré de moins en moins payant pour les patrons, et de plus en plus dangereux pour leurs profits.

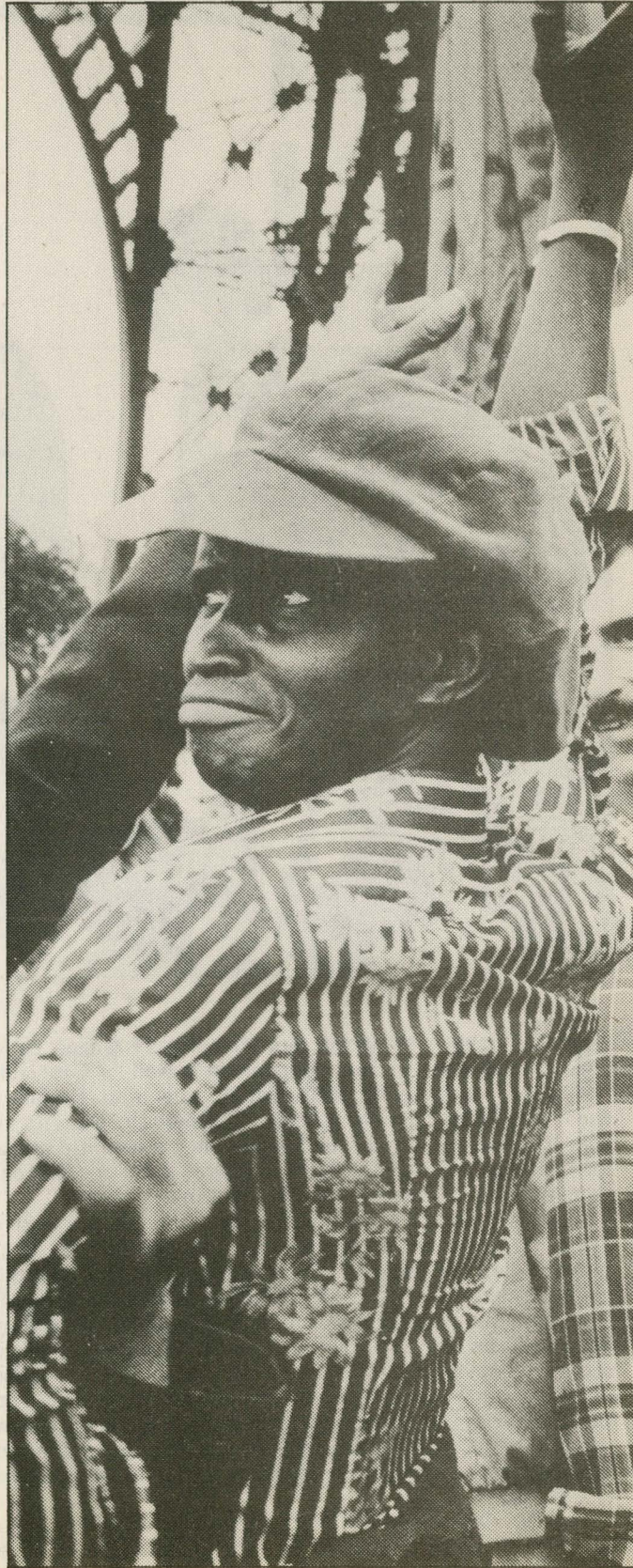
● La deuxième raison est la suivante : dans le cadre de la crise, le patronat doit restructurer l'industrie pour qu'elle soit « compétitive » à l'échelle internationale. Pour cela, il lui faut liquider des branches entières, procéder à des licenciements massifs.

Commencer par les immigrés, c'est bien commode, surtout quand on a pris soin de développer une campagne raciste qui les désigne comme responsables du chômage. Ainsi, tout se tient : on espère que les travailleurs français ne bougeront pas si l'on attaque d'abord les immigrés. Ensuite, on licenciera des Français, d'abord des OP, puis des techniciens et des cadres, etc.

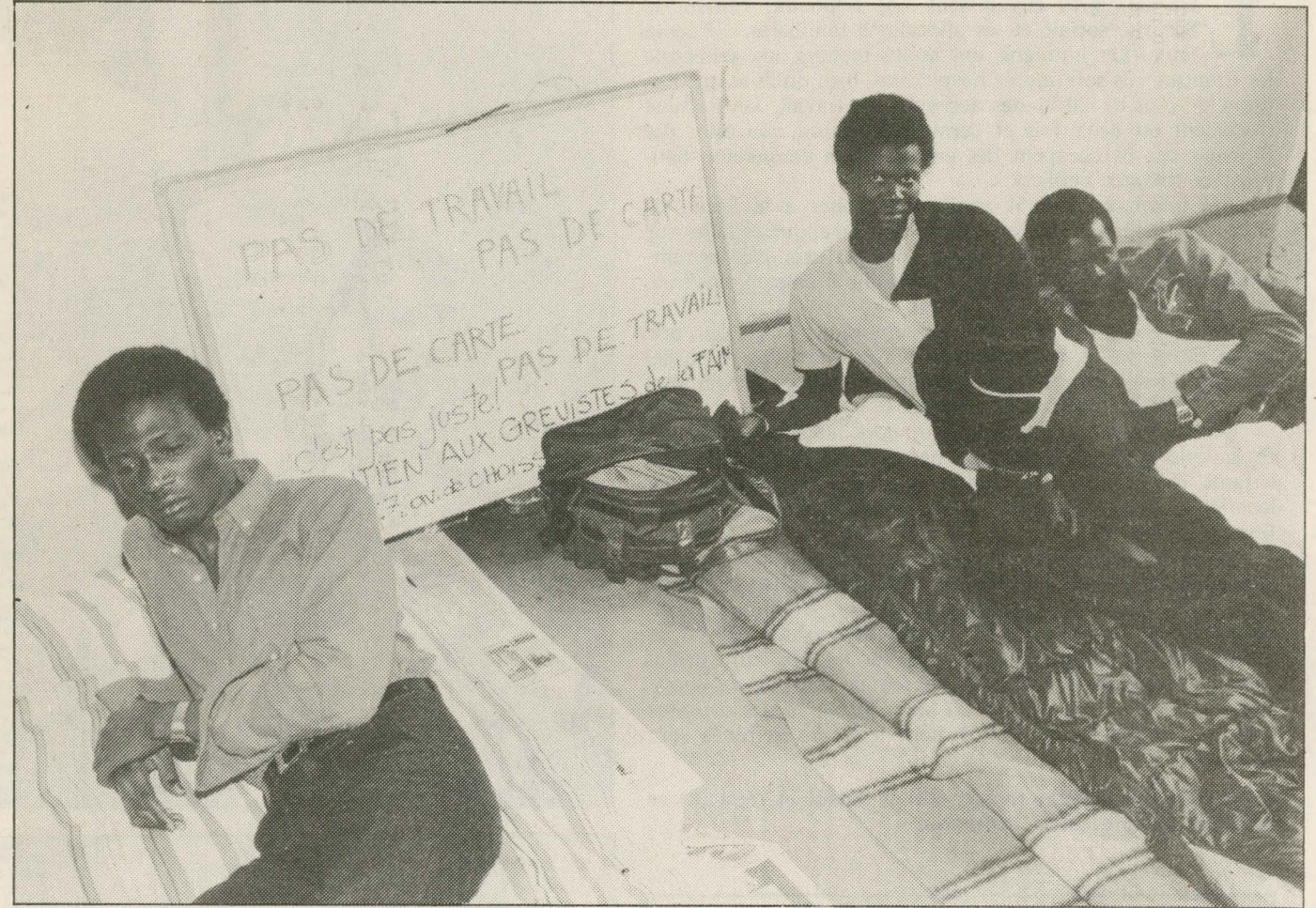
C'est ce qui s'est passé dans la sidérurgie, c'est ce qui est prévu dans l'automobile, par exemple à Talbot, où pèse la menace immédiate de 7 000 licenciements.

● Les immigrés ne sont pas responsables du chômage, ils en sont les premières victimes.

● Derrière les campagnes racistes, il y a un objectif précis : faire passer la pilule des licenciements, des baisses de salaire aux travailleurs, en s'attaquant d'abord aux immigrés, avant de toucher toute la classe ouvrière.



Peut-on accueillir de nouveaux immigrés ?



L'ARRIVEE de nouveaux immigrés en France aggraverait-elle le chômage ? En fait, non : le nombre de chômeurs n'est pas lié à un excédent de travailleurs. La preuve ? Avant 1974 le plein emploi existait en France avec une proportion d'immigrés plus grande qu'aujourd'hui.

Par contre, il y a des solutions au chômage qui ne coûteraient rien aux travailleurs français ou immigrés. Au

contraire, celles-ci amélioreraient leurs conditions de vie et de travail : une réduction massive du temps de travail par exemple.

Pourtant, le gouvernement s'est engagé résolument dans la chasse aux arrivants clandestins. Une telle politique ne peut être menée que par la répression, la chasse au faciès, les expulsions rapides et sans sommation. La prétendue lutte contre les employeurs clandestins aboutit à sanctionner les victimes, c'est-à-dire les travailleurs.

● Pour lutter contre le travail clandestin, il faut :

— sanctionner l'employeur ;
— régulariser le travailleur, exiger du patron qu'il lui fournisse un contrat de travail et qu'il le rembourse de tout ce qu'il lui a volé en l'employant « au noir ».

● Il faut donc :

— régulariser tous les sans-papiers sans restrictions, seule mesure vraiment efficace contre les patrons clandestins ;
— arrêter immédiatement toute expulsion.

Au-delà, il faut instaurer la libre circulation des travailleurs, telle qu'elle existe déjà entre pays développés, pour s'opposer aux manœuvres du patronat à l'encontre de tous les travailleurs.

	1971	1979
Manœuvres	26,7 %	13,4 %
O.S.	40,1 %	34,5 %
Ouvriers qualifiés	26,8 %	37,9 %
Total ouvriers	93,6 %	85,8 %
Employés	3,6 %	9,2 %
Agents de maîtrise et techniciens	1,7 %	2,6 %
Cadres	1,1 %	2,1 %
Bâtiment	44,4 %	
Génie civil	33,7 %	
Hygiène	37,1 %	
Construction auto	25,5 %	

BUDGET

Justice sociale, disent-ils ?

• Une série de réformes élémentaires ne sont toujours pas faites

L faut somnoler devant sa télévision, pour ne pas bondir en entendant François Mitterrand se vanter de réaliser ses objectifs de « justice sociale ». Bien sûr, il peut à juste titre faire remarquer que les cinq millions de salariés les moins favorisés n'ont pas été annexés à la catégorie fiscale des « riches » : ils n'ont pas eu à payer l'augmentation de 1 % des impôts.

Mais, puisque les députés discutent et votent le budget ces jours-ci, il n'est que logique de comparer les mots du président et la réalité des réformes faites ou pas par la majorité de mai-juin 1981. En ce qui concerne cette fameuse « justice sociale », justement, on se souvient encore de la réforme de la fiscalité. Après en avoir beaucoup parlé avant d'être élus, on constate qu'ils n'ont pratiquement rien changé. Le système fiscal reste à peu près aussi injuste...

Du temps de la droite, la France avait fini par se classer au 21^e rang sur les 23 pays de l'OCDE pour le poids de l'impôt sur le revenu (impôt direct) : 60 % des recettes de l'Etat sont assurées par les impôts indirects (TVA essentiellement) dont la part dans le revenu des diverses catégories est très inégal (8,4 % pour les exploitants agricoles, 6,3 % pour les non-salariés, 9,6 % pour les cadres supérieurs, 13,2 % pour les ouvriers et les employés).

Encore faut-il ajouter que le mode de calcul de l'impôt direct comporte de nombreux avantages pour les hauts revenus et plus particulièrement pour les revenus placés dans l'immobilier, les actions et les obligations. Des caculs rapides ont permis de chiffrer ce que pourrait rapporter la suppression de ces avantages conservés aux privilégiés : environ 30 milliards (en additionnant les allègements et exonérations au titre de la spéculation en Bourse ou dans l'immobilier).

Bientôt trois ans après l'arrivée de la gauche au gouvernement, cela paraît presque incroyable... Mais le respect de l'héritage giscardien va plus loin : même la réforme du quotient familial, fortement promise, reste à peine esquissée. Du temps de Giscard, quel que soit le niveau de revenu déclaré, ce système permettait, sans aucun plafond, de diviser le revenu par le nombre de « parts ».

Pour avoir une idée de ce que cela rapportait aux riches, signalons par un exemple ce que cela permet encore d'économiser en impôts après la petite et timide réforme faite par la majorité de gauche. Le système du quotient familial permet à un revenu imposable de 250 000 F par an une économie par rapport à un célibataire, de 37 000 F au titre du conjoint (femme sans salaire) et de 8 450 F au titre d'un enfant (c'est le seuil de plafonnement). Pour l'ouvrier dont le revenu imposable serait de 50 000 F, l'économie ne pourrait être respectivement que de 4 800 F (si la femme n'est pas salariée) et 1 100 F pour la « part » du premier enfant.

Rallonger la liste serait trop long et fastidieux. On voit suffisamment quel fait les frais du budget !

Quant aux salaires, un article récent des Echos, quotidien lié au CNPF, permet de bien montrer quel sort ils subissent. Ne comptant que le retard des salaires sur les prix et omettant les augmentations de cotisations et d'impôts, un article du 14 novembre faisait la constatation suivante : « Le recul du pouvoir d'achat, fût-il minime, est en effet

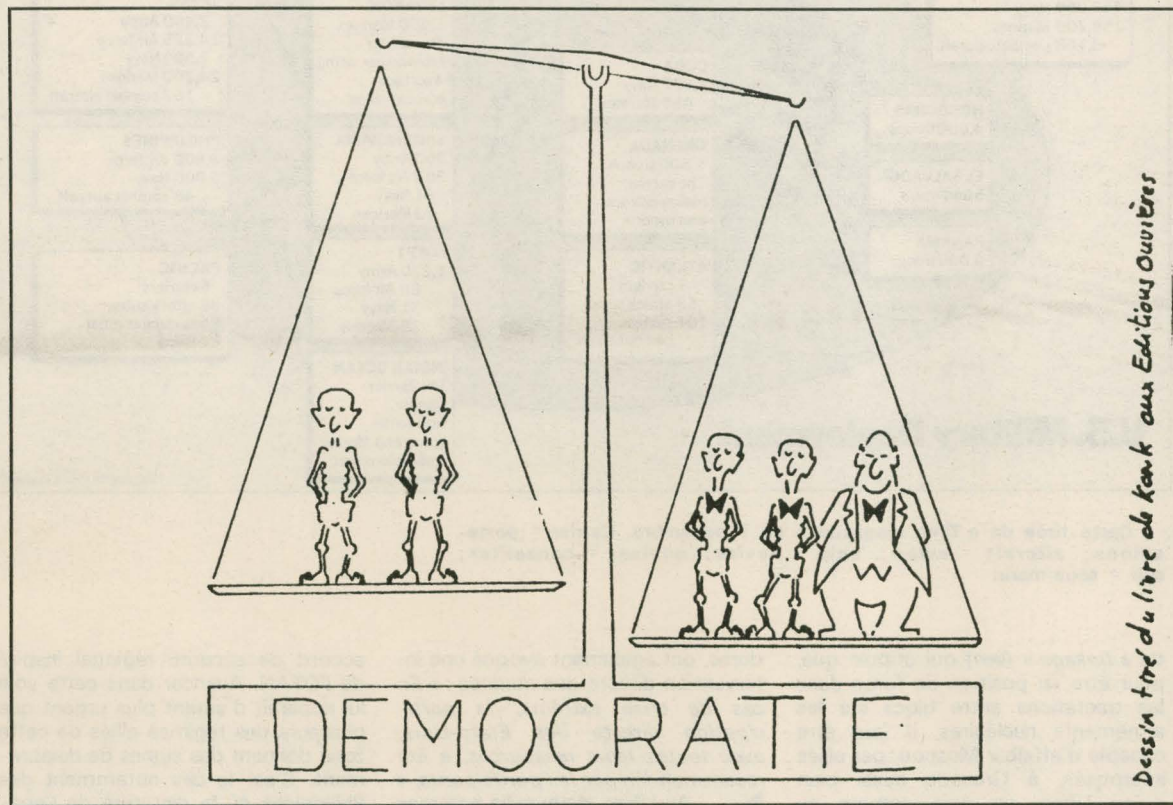
là. » Alors que Delors s'en flatte, estimant que c'est là une des façons de rétablir, à terme, « les grands équilibres financiers », le quotidien du CNPF conserve cependant une inquiétude : « Ces chiffres tombent au mauvais moment : celui-là

même où les négociations salariales pour 1984 dans les branches et les entreprises doivent obligatoirement s'engager. »

Cette satisfaction du côté du patronat réduit le discours sur « la justice sociale » à sa réalité. Et la

crainte qui perce entre les lignes vaut, pour les travailleurs, comme un encouragement à prendre la seule voie possible, celle de la mobilisation.

Arthur Carré



RVI LYON FEUILLAT

Ils voulaient 370 francs, on leur envoie les flics

Renault véhicules industriels (RVI), c'est quelque chose dans l'agglomération lyonnaise. Plus de 10 000 travailleurs, répartis dans quatre entreprises : 2 000 à Saint-Priest, 1 000 à Montplaisir, 7 000 à Vénissieux et 600 à Feuillat où des magasins de pièces détachées approvisionnent en permanence les détaillants et les routiers en panne.

C'est là qu'a démarré la grève, pendant deux semaines. Au départ un simple constat : la direction améliorait le pouvoir d'achat de certains. Elle venait d'accorder « en douce », des primes de 370 francs à de nombreux chefs et petits cadres. Parti des travailleurs d'un atelier, ce constat fait l'effet d'une trainée de poudre. « Si nous ne faisons rien, nous n'aurons rien. » Ils décident d'informer tous leurs collègues de travail, et distribuent à la porte de l'entreprise un tract d'appel à la lutte.

« 370 francs pour tous, 2 % d'augmentation des salaires ! Deux revendications simples, une volonté de lutte démocratique : la grève est reconduite chaque jour en assemblée générale. Un comité de grève est désigné. Les sections CGT et CFDT soutiennent l'action, les grévistes bloquent la sortie et l'entrée du magasin aux camions. Les paquets d'expédition, confec-

tionnés par les « non-grévistes » auxquels est laissé libre l'accès de l'entreprise, deviennent purement et simplement inutiles.

Mais les CRS sont intervenus très tôt pour rétablir la « libre circulation » : le lundi matin après le week-end de la Toussaint. La veille, une délégation de grévistes s'était rendue au congrès du Parti socialiste, non loin de là, à Bourg-en-Bresse. L'intransigeance patronale, les forces de l'ordre, et la politique d'austérité font bon ménage !

Les CRS de l'austérité

La grève continue pourtant ; des travailleurs la rejoignent. Mais pour gagner, il faudrait étendre le mouvement. L'inter CFDT-RVI reste étrangement silencieuse, alors que des menaces sur l'emploi, chômage technique à l'appui tombent à Vénissieux. L'inter CGT-RVI, elle commence à dénigrer le comité de grève, auquel des militants CGT participent, pour le dénoncer finalement publiquement. La solidarité, l'extension du mouvement étaient pourtant possibles. Plusieurs sections CGT ou CFDT l'ont démontré. Ainsi les sections de Montplaisir, Paris-Rhône, de Delle, d'Alsthom, de Vidéocolor, de RVI-Saint Priest,

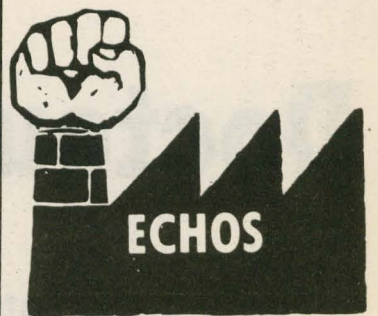
multiplient délégations d'entreprises, collectes, communiqués de soutien... Le syndicat lyonnais des industries métallurgiques CFDT distribuait, dès le départ de la grève, un tract de popularisation à 10 000 exemplaires.

Mais devant l'arrogance de la direction, et l'intervention des flics qui a pesé lourd, les grévistes ont dû reprendre le travail, la tête haute certes, mais avec des résultats dérisoires : une centaine de reclassements individuels pour 1983/1984... et le paiement de sept heures de grève.

Depuis un an, les luttes et les leçons des luttes s'accumulent dans la métallurgie lyonnaise. Depuis novembre 1983, ceux de l'atelier des culasses de Paris-Rhône, ceux de Vidéocolor, s'étaient déjà heurtés, dans l'action, à la politique d'austérité du gouvernement, comme à la passivité des structures syndicales qui échappent à leur contrôle. Mais les travailleurs passent au crible de la critique de l'attitude des syndicats, au fil des luttes. La réflexion progresse quant aux moyens à prendre pour leur redonner leur rôle, leur efficacité. Pour de prochaines batailles.

Sur la ville, la LCR et LO ont joué leur rôle de popularisation et de soutien du mouvement.

Correspondant



PERSONNELS DES MINISTERES

Un déménagement contesté !

Les personnels des ministères des Affaires sociales et de la Solidarité nationale contestent la décision prise de disperser ces administrations en plusieurs lieux : Paris 7^e, Vanves, Marne-la-Vallée, et les « naturalisations » à Nantes !

Plutôt que de s'attaquer à la spéculation immobilière à Paris, le gouvernement cherche à loger ses administrations centrales à la périphérie. Solution absurde du point de vue administratif — mais qui se soucie des administrations à vocation sociale ? — et pénible pour le personnel : conditions de travail détériorées, acquis remis en cause (œuvre sociale), temps de transport allongé, mutations en prévision...

En août, seule la « Taupé au travail » (feuille de la cellule LCR) dénonçait la capitulation des ministres PCF et PS face aux rois de la finance immobilière, appelait à l'action pour refuser un déménagement au rabais, et exigeait des locaux plus spacieux, regroupés à Paris.

En septembre, la section CGT révèle les projets, sans prévoir d'actions. Cependant, les personnels se mobilisent : une pétition CFDT-CFTC recueille 1 200 signatures ; le 21 octobre, 300 personnes débrayent et forment une délégation qui rencontre Bérégovoy, mais le ministre ne cède rien. Alors, le 3 novembre, une grève de 24 heures est observée par des centaines d'agents. La CGT soutient la grève mais continue à traîner les pieds, elle n'accepte pas la démocratie ouvrière, la souveraineté de l'assemblée générale du personnel.

La direction du personnel, surprise par cette résistance inattendue, menace les meneurs ; mais tous les travailleurs en lutte sont des meneurs.

Décidément, la politique antisociale de Bérégovoy n'épargne même pas les fonctionnaires chargés de la faire appliquer !

Correspondants

ECOLES NORMALES

L'unité a payé

La semaine dernière, dans ces colonnes, nous faisons état de la décision du rectorat de refuser l'admission de J.-M. Booner à l'Ecole normale d'Auteuil.

L'affaire est remontée jusqu'à Savary et le ministère a finalement désavoué le rectorat... devant la mobilisation unitaire et résolue des normaliens, soutenus par le SNI et le SGEN des deux E. N.

Jean-Marc Boonen est intégré, l'action unitaire a payé !

Correspondant

Docteur Folamour au Pentagone

• En quatre points du globe, l'impérialisme se prépare à la guerre.

Avec la caution de la France socialiste

FRANÇOIS MITTERRAND ne cesse actuellement de répéter qu'au cours des prochains mois, le monde va vivre dans un climat assimilable à celui qui précéderait une confrontation généralisée. Bien qu'il en déduise des conclusions totalement opposées aux nôtres, il faut reconnaître que l'image est assez proche de la réalité. Avec les premières implantations des euro-missiles américains en Grande-Bretagne, le voyage de Ronald Reagan en Asie, l'implication grandissante des armées occidentales dans le conflit libanais, après l'invasion de l'île de la Grenade, la situation mondiale est à un tournant.

L'impérialisme est seul responsable de ce regain de tension. Dès son entrée en fonctions en 1981, l'administration républicaine ne cachait pas ses objectifs. En parlant de « réveiller le géant endormi », elle entendait renforcer le leadership de la première puissance industrialisée sur le monde capitaliste et permettre à ce dernier, frappé par une crise sans précédent, d'accéder à de nouveaux débouchés. Pour cela, il fallait relancer la course aux armements pour permettre aux secteurs de pointe du big business d'accroître leurs profits et briser toute velléité d'émancipation dans les « zones vitales » pour la domination des possédants.

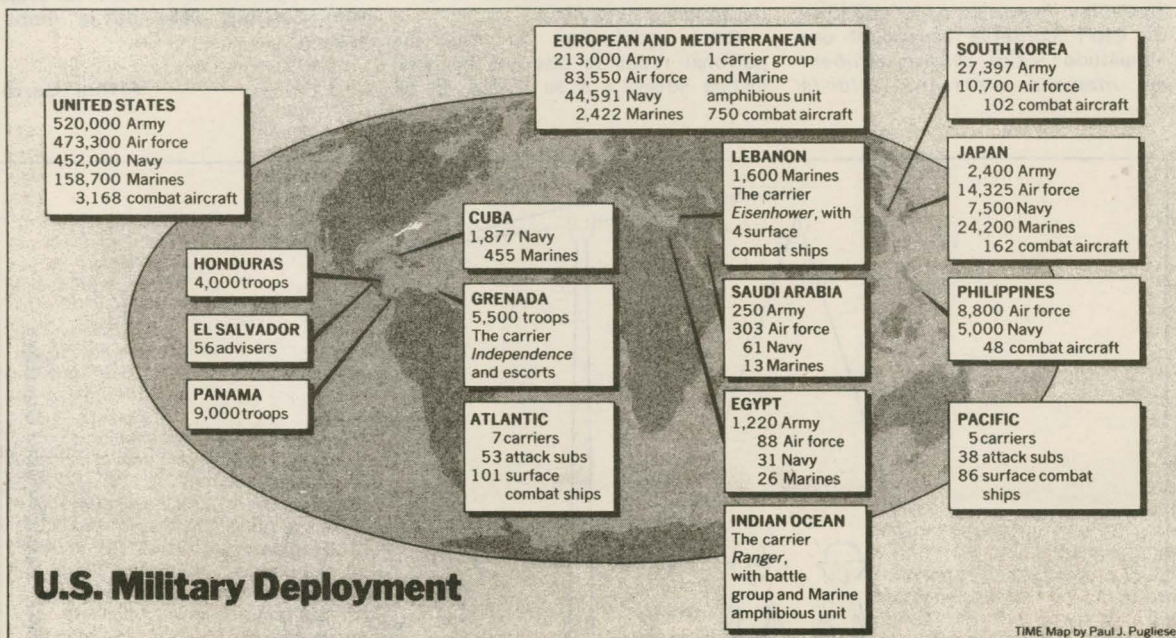
Le projet devenu réalité

Trois ans plus tard, le projet est devenu réalité. Et c'est la planète que Reagan et ses alliés transforment en un gigantesque champ de manœuvres (voir la carte ci-dessus) au risque de la plonger, à tout moment, dans l'apocalypse. Mais comme l'affirmait le chef de l'exécutif américain au lendemain de l'invasion de Grenade : « *Nous sommes une nation aux responsabilités globales* ».

Premier maillon de la stratégie reaganienne, l'Europe, où le déploiement de 572 armes à portée intermédiaire est venue conforter la supériorité nucléaire de l'Alliance atlantique. On le sait, ces engins peuvent en quelques minutes, par le déclenchement d'une attaque surprise, frapper l'Union soviétique en ses centres principaux. Au-delà de la seule modernisation de son potentiel, Washington veut renforcer la cohésion du bloc impérialiste afin de faire de ses piliers (Etats-Unis, Japon et Europe) les « trois axes d'une même flèche ». L'escalade est ensuite destinée à imposer à Moscou un effort de guerre qui ne peut que décupler ses difficultés économiques, affaiblissant du même coup ses marges de manœuvre dans les négociations internationales.

L'alibi Est-Ouest

Mais le durcissement des rapports Est-Ouest constitue également un alibi commode au moment où le Pentagone dirige l'essentiel de son dispositif contre les peuples en lutte. Les dirigeants américains ont donné un nom à leur politique : « *l'escalade horizontale* ». Leur raisonnement est sommaire : tous les mouvements de libération, tous les gouvernements qui remettent en cause l'équilibre contre-révolutionnaire mondial, agissent dans le cadre de la déstabilisation orchestrée par l'URSS. Partant de là, ils ont élaboré la théorie



Carte tirée de « Time magazine » du 7 novembre. Carrier = porte-avions ; aircraft = avion ; ship = navire ; adviser = conseiller ; sub = sous-marin

du « linkage » (lien) qui stipule que, pour être en position de force dans les tractations entre blocs sur les armements nucléaires, il faut être capable d'affaiblir Moscou, par alliés interposés, à Grenade aussi bien qu'au Liban, en Asie comme au Tchad.

On voit actuellement cette orientation s'appliquer en trois points du globe où l'Amérique renforce considérablement ses moyens militaires.

L'intervention contre la révolution grenadienne l'a clairement démontré : l'Amérique centrale et les Caraïbes sont au centre des préoccupations de la citadelle impérialiste. D'abord parce qu'après Cuba et le Nicaragua, de nouvelles victoires révolutionnaires aux confins du continent nord-américain seraient pour elle une menace directe. Ensuite parce qu'un revers dans cette zone entraînerait des effets en chaîne dans toute l'Amérique latine, à un moment où plusieurs dictatures alliées sont confrontées à la contestation de leurs peuples.

Reagan mettra tout en œuvre pour briser la guérilla salvadorienne et chasser les dirigeants sandinistes de Managua. Ces derniers sont donc parfaitement fondés à dire que les Etats-Unis procèdent à des préparatifs pour envahir le Nicaragua d'une manière analogue à celle qu'ils ont utilisée à la Grenade.

Vers de nouveaux Grenade !

Un journaliste du *New-York Times* vient de confirmer ces craintes : « *Une alliance de défense centre-américaine, placée sous le parrainage US et maintenant revitalisée, étudie les moyens légaux d'une action militaire conjointe contre le Nicaragua. C'est ce qui ressort du compte rendu d'une réunion secrète des chefs d'état-major des forces armées du Salvador, du Guatemala, du Panama et du Honduras* » (*International Herald Tribune* du 12 novembre 1983).

Selon cet article, les participants à ce sommet, qui s'est déroulé les 22 et 23 octobre à Tegucigalpa au Hon-

duras, ont également évoqué une intervention directe des marines : « *En cas de crise extrême, la participation directe des Etats-Unis, avec toutes leurs ressources, a été recommandée par les participants.* »

Au Liban, deux mille hommes participent à la force multinationale, tandis que croise au large de Beyrouth une véritable armada composée du porte-avions *Eisenhower* et de plusieurs navires de surface. Officiellement, il s'agit d'aider à la pacification du pays. Les desseins véritables sont tout autres.

En défendant le pouvoir d'Amine Gemayel, Washington veut contribuer à la stabilisation d'une région décisive pour l'approvisionnement énergétique des puissances capitalistes. Comme l'expliquait l'hebdomadaire *Time* du 7 novembre : « *Les Etats-Unis ont clairement énoncé qu'ils étaient prêts à employer la force pour réussir à conserver l'accès du monde libre aux ressources pétrolières du Moyen-Orient. Cela implique une détermination à défendre l'Arabie Saoudite, Oman, l'Egypte, la Jordanie et le Pakistan des menaces internes et externes.* »

Le Liban n'est dès lors qu'un maillon d'une organisation dirigée vers le golfe Persique. Les plans d'intervention sont d'ores et déjà au point comme le confirme encore *Time* : « *La force à déploiement rapide pourrait envoyer 3,3 divisions (représentant 55 000 hommes avec tanks, transporteurs de troupes, artillerie, mortiers, mitrailleuses et armes individuelles), 1,3 force amphibie de la marine et sept escadilles de l'aviation de combat totalisant 504 appareils.* »

En donnant un retentissement maximum à son récent voyage en Asie, l'hôte de la Maison-Blanche a jeté une lumière crue sur un aspect mal connu de son orientation. Il affirme lui-même : « *Le bassin pacifique est la région la plus passionnante de croissance économique dans le monde aujourd'hui.* »

Pour préserver de toute secousse un tel débouché potentiel, Washington entend modifier les traités bilatéraux qui l'unissent au Japon et à la Corée du Sud, pour aboutir à un

raient déjà équipés de 700 ogives nucléaires.

Voilà qui doit conduire à prendre au sérieux les parades présidentielles sur la ligne de démarcation entre les deux Corée et ses plaidoyers sur la « paix par la force ». Surtout lorsque, simultanément, l'ambassadeur de Séoul aux USA explique : « *Les Etats-Unis sont décidés à frapper au cœur de la Corée du Nord avec des armes nucléaires si cela est nécessaire, pour garantir la sécurité de la Corée du Sud.* »

La caution de Paris

C'est à cette politique globale que François Mitterrand a apporté sa caution dans son intervention télévisée du 16 novembre. Peu importe que sur quelques points, il ait tenu à se démarquer de son puissant allié et à manifester une solidarité verbale avec le tiers monde. L'essentiel est qu'en proclamant son intention de « tenir ses engagements », il reprenne à son compte les fondements de l'action du Pentagone.

Lorsqu'il soutient la mise en place des Pershing et des Cruise, au nom d'une menace soviétique, le chef de l'Etat alimente l'hystérie des cercles atlantiques. Et par là, il justifie l'intervention à Grenade. Comment pourrait-il contredire l'un de leurs représentants, Patrick Wasjman, qui écrivait dans *le Figaro* du 4 novembre, qu'« *il ne saurait être question de renvoyer dos à dos Washington et Moscou, la première démocratie du monde et l'empire le plus totalitaire de l'univers* » ?

Cette logique ne peut que conduire l'équipe au pouvoir à rester passive si des troupes étrangères tentent d'étrangler la révolution nicaraguayenne. Elle a d'ailleurs bien peu d'arguments pour faire la leçon à l'Amérique reaganienne alors que les deux capitales agissent de concert au Liban, et que Paris ne songe nullement à consulter les populations tchadiennes sur le bien-fondé de sa présence. Tel est l'aboutissement d'une logique : celle de la soumission aux intérêts impérialistes.

Christian Picquet



EL SALVADOR

Mains libres pour Reagan ?

● Washington et ses alliés dans la région s'efforcent de trouver un prétexte pour justifier une intervention militaire

QUATRE MILLE soldats guatémaltèques ont été envoyés à Jutiapa Valle Nuevo, San Cristobal et Ciudad Pedro de Alvarado, près de la frontière salvadorienne ; des troupes de l'armée hondurienne se sont concentrées à Jicaro Galan, endroit où se rejoignent les routes en direction du Salvador et du Nicaragua. Le Honduras et le Guatemala s'approprient à intervenir militairement au Salvador ; c'est ce qu'a annoncé le commandement général du FMLN, dans un communiqué publié le 5 novembre au Salvador.

Cette action s'inscrit dans le cadre du CONDECA (Conseil de défense centro-américain), alliance militaire à laquelle participent les états-majors des trois pays, relancé début octobre sur l'initiative du Pentagone.

La première application des nouveaux accords n'a pas tardé. Le ministre de la Défense salvadorien, le général Vides Casanova, a demandé aux armées voisines de venir à la rescousse de l'armée salvadorienne, mise à mal par la récente offensive du FMLN.

En outre, ces préparatifs s'accompagnent d'un accroissement du nombre de troupes, de matériel de guerre, et de la présence navale nord-américaine dans la région. Les Etats-Unis envoient une nouvelle flotte de guerre avec à sa tête un porte-avions, « la Esperanza », vers les côtes du golfe de Fonseca. Ces navires ont à leur bord 5 000 « marines » qui viennent s'ajouter aux 25 000 soldats nord-américains menaçant déjà les frontières salvadorienne et nicaraguayenne, que ce soit par terre (le Honduras) ou par mer.

Comme Grenade ?

On ne peut pas ne pas remarquer que ces derniers préparatifs présentent une similitude avec ceux qui ont précédé l'invasion de Grenade par les « marines ».

Aux Etats-Unis, plus que jamais, la « ligne dure » se fait entendre. A l'exemple de Richard Stone, ambassadeur itinérant de Reagan en Amérique centrale, et de Caspard Weinberger, secrétaire d'Etat à la Défense, les responsables nord-américains multiplient les déclarations bellicistes. Il faut également noter que les armées hondurienne et guatémaltèque se montrent parfaitement disposées à appliquer les projets de Reagan.

Cette démonstration de force montre l'impasse où se trouvent les Etats-Unis et le gouvernement salvadorien devant le refus du FMLN-FDR d'accepter leur chantage, et de déposer les armes pour participer à de prétendues élections.

De plus, l'appel du ministre de la Défense aux armées voisines a davantage aiguisé les tensions au sein de l'armée salvadorienne, où des courants nationalistes répugnent à avoir recours à une force militaire extérieure. Les désaccords quant aux moyens à utiliser s'approfondissent par ailleurs entre l'armée et l'extrême-droite, et à l'intérieur des partis d'extrême droite eux-mêmes, en particulier l'ARENA (Alliance républicaine nationaliste). A l'Assemblée constituante, où doit se discuter la poursuite du projet de « réforme agraire », les députés vont jusqu'à s'échanger des menaces de mort.

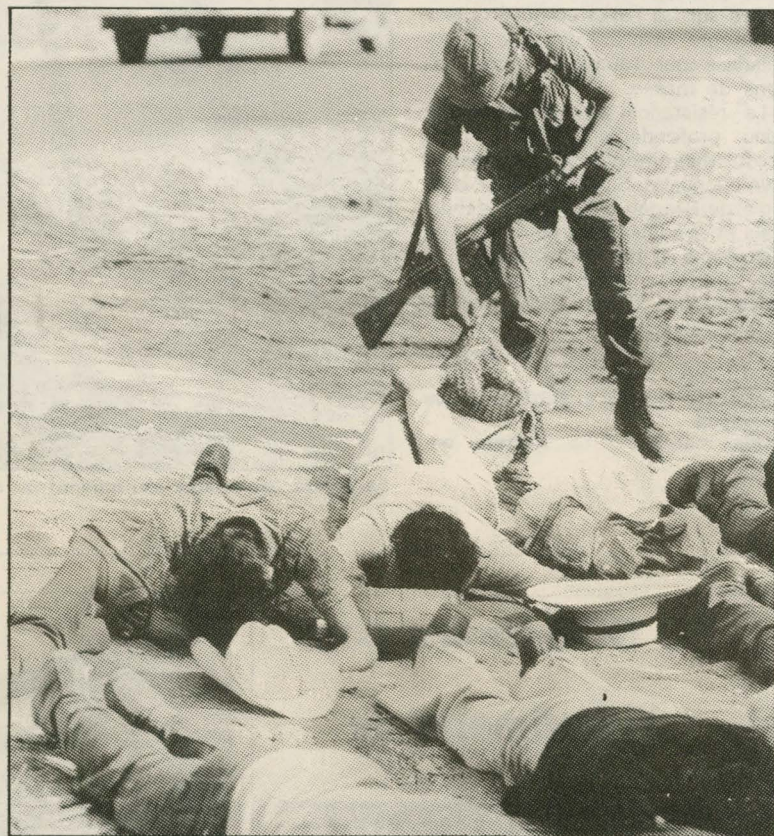
Cette situation laisse davantage

qu'auparavant les mains libres aux Etats-Unis pour la conduite des affaires politiques et militaires du pays. De plus en plus, l'ambassade des Etats-Unis devient le lieu véritable du pouvoir au Salvador. On y voit défilé un nombre important de dignitaires de la Maison Blanche. Récemment encore, le sous-secrétaire à la Défense, Fred Ikle, et le

secrétaire d'Etat à la Sécurité s'y sont rendus.

Tentatives de pression accrues ou danger militaire réel, ces menaces doivent être prises au sérieux : il est urgent de se mobiliser contre l'intervention de l'impérialisme au Nicaragua, au Salvador, au Guatemala, dans toute la région.

S. Joanny



Des pilotes américains participent au bombardement

● Une journaliste suédoise témoigne

Lallait être six heures du soir, et le ciel commençait à se couvrir. Il n'y avait dans le ciel qu'un seul avion militaire, et soudain une voix a parlé en américain à la radio : « On y voit mal, je ferais mieux de rentrer ». Des pilotes américains participent au bombardement de la population salvadorienne. »

C'est ce qu'affirme la journaliste suédoise, Monica Zak, qui a passé trois mois avec la guérilla au Salvador au printemps dernier. « Aujourd'hui, le gouvernement détruit les forêts qui restent, par un bombardement chimique systématique (...) J'ai fait moi-même l'expérience de ce bombardement chimique. Il y avait des incendies presque chaque jour, quand j'étais dans la région de Guazapa, non loin de la capitale, San Salvador. (...) »

Durant son séjour, Monica Zak a vu des avions militaires déverser des bombes incendiaires et des bombes au phosphore pour détruire les cultures, alors qu'elles étaient sur le point d'être récoltées. Comme les habitations sont situées près des champs, il y a eu beaucoup de dégâts.

(...) Fin février, Monica Zak était dans le district de Chalatenango. Là, elle a vu comment les avions du gouvernement bombardent délibé-

rement les civils. Quelques milliers de réfugiés ont été découverts par un avion de détection. Par la radio du FMLN, Monica Zak a entendu la discussion entre les pilotes de l'avion : « Il y a là des partisans de la guérilla. Maintenant nous les avons. (...) »

« Les gens ont été terrifiés quand les avions ont attaqué. Les combattants du FMLN ont tenté des les emmener pour fuir dans la montagne. Mais ils n'ont pas voulu partir. Une bombe est tombée tout près et ils ont tous été tués. »

A trois reprises, Monica Zak a entendu des pilotes parler anglais.

(...) « Ils parlaient avec un accent américain marqué. Ils énonçaient des chiffres, probablement une sorte de code. Une femme américaine répondait depuis la base aérienne. Dans deux des cas, je ne suis pas sûre de la présence d'Américains dans les bombardiers. Mais pour l'avion de reconnaissance, cela ne fait pas de doute. »

La troisième fois que Monica Zak a entendu parler, elle était sûre. Dans une région densément peuplée, l'hôpital de la guérilla a été bombardé, en même temps que de nombreux objectifs civils.

Extrait d'« International Viewpoint ».
3 octobre 1983

Etats-Unis hors de Grenade et d'Amérique centrale

L'Amérique Centrale et les Caraïbes sont aujourd'hui en état de guerre : des milliers de personnes meurent chaque année, avant tout des paysans, des femmes et des enfants, des populations civiles sans défense, dont le seul crime est de se révolter contre la pauvreté, la misère et l'injustice dont elles souffrent depuis des siècles.

Les responsables de cette situation sont les gouvernements dictatoriaux du Salvador, du Honduras et du Guatemala, agissant au profit d'une petite minorité de privilégiés.

Ces gouvernements ont été mis en place et sont toujours soutenus par les Etats-Unis, dont l'intervention économique, politique et militaire n'a jamais cessé. (...)

A Grenade, le gouvernement des Etats Unis envoie 3000 « marines » dans l'île pour mettre fin au processus révolutionnaire, occuper militairement un pays indépendant et imposer un gouvernement à sa solde. (...)

C'est pourquoi, nous signataires, nous appelons toutes les organisations démocratiques, politiques, syndicales et humanitaires à agir pour arrêter l'intervention des Etats-Unis en Amérique Centrale et dans les Caraïbes ; nous appelons toutes celles et tous ceux décidés à manifester contre l'agression de ce gouvernement, à s'associer à une journée nationale d'action le 19 novembre et à se mobiliser : contre l'intervention des Etats-Unis au Nicaragua, Salvador, Guatemala et à Grenade ; pour l'autodétermination des peuples du Salvador, de Grenade et du Guatemala ; pour mettre fin à la guerre des Etats-Unis contre le Nicaragua.

Premiers signataires :

Maurice Barth
Simone de Beauvoir
Louissette Blancart
Christine Buci-Glucksmann
Yves Buannic
Régis de Castelna
Julio Cortazar
Jean-Michel Carois
Philippe Châtaigner
Patrice Chereau
Jean Cardonnel
Georges Casalis
Yvan Dautin
Serge Depaquit
Robert Davezies
Marie Duflo
Bernard Gaudin
François Gèze
Daniel Guérin
Jean-François Godchau
Félix Guatari
Robert Falley
Pierre Halbwachs
Alain Joxe
Alain Krivine
Michaël Lowy

Arthur London
Lise London
Georges Labica
Rodolfo Matarollo
Robert Mont d'Argent
Jean-Louis Moynot
Joe Norman
Gilles Perrault
Philippe Rodriguez
Willy Rosenbaum
Bernard Ravenel
Catherine Ribeiro
Madeleine Reberieux
Antoine Spire
Laurent Schwartz
Francesca Soleville
Pierre Salama
Philippe Texier
Mijo Thomas
Roger Trefeu
Daniel Viglietti
Jacques Valier
Jean-Marie Vincent
Philippe Varnier
Costas Vergopoulos
Henri Weber

Organisations ayant déjà apporté leur soutien :

Chrétiens pour le socialisme, CIMADE, Comité catholique contre la faim et pour le développement, Terre des hommes, Frères des hommes, Groupe femmes latino-américaines (Maison des femmes), Collectif Juvisy tiers-monde, France-Amérique latine, Groupe solidarité Amérique centrale Oscar Arnulfo Romero, Comité de solidarité avec le Nicaragua, Collectif Guatemala, Comité de solidarité avec le peuple d'El Salvador, Association de solidarité avec le peuple de Grenade, Coordination des comités latino-américains de Paris, Artisans du monde, Comité scientifique et technique France-Nicaragua, Association des travailleurs de la culture guatémaltèque, Association France Cuba.

Parti communiste français, Parti socialiste unifié, Ligue communiste révolutionnaire, Jeunesses communistes révolutionnaires, UNEF-ID (URP), CGT.

L'Union parisienne CFDT soutient le meeting parisien du 21 novembre, mais en raison du caractère national de la journée du 19 novembre, elle ne s'associe pas à l'appel.

Des initiatives dans toute la France

Des meetings se tiendront le vendredi 18 novembre à Bordeaux, Besançon, Rennes, Lyon, Brest, Quimper... Des soirées d'information le vendredi 18 à Nice, Montpellier, Aix, Nîmes...

Des rassemblements auront lieu le samedi 19 novembre à Dijon, Orléans, Paris et à Châlons-sur-Marne. Des manifestations régionales le 19 à Marseille, le 26 à Toulouse.

Des journées d'information le samedi 19 à Caen, Nantes, Paris, Châlons, Le Havre, Lille...
Et enfin, un meeting le lundi 21 novembre à Paris.

NICARAGUA

L'étai se resserre

● Les provocations permanentes de l'armée hondurienne et des Etats-Unis rendent quotidien le risque d'une guerre

En envoyant les « marines » à Grenade, Reagan a montré sa détermination d'empêcher les pays d'Amérique centrale et des Caraïbes de choisir leur propre mode de développement. La révolution sandiniste est plus que jamais menacée.

Depuis 1980, les bandes armées contre-révolutionnaires ont adopté diverses tactiques : depuis les harcèlements jusqu'au passage à la guerre proprement dite, avec utilisation de mortiers, et tentatives pour réaliser des incursions à l'intérieur du territoire.

Ces attaques ont échoué ; les « contras » ont été encerclés et repoussés par les milices et par l'armée populaire sandiniste. Aujourd'hui, ces « fuerzas de tarea », forces mobiles munies d'un armement léger et très sophistiqué, s'attaquent de manière systématique à la population civile, toujours à partir du Honduras. Ils attaquent des villages, assassinent ou enlèvent certains de leurs représentants, sabotent les récoltes et l'infrastructure économique (entrepôts, matériel agricole, véhicules, ponts...). Enfin, des attentats sont organisés contre des objectifs économiques vitaux, un peu partout dans le pays. L'incendie contre les réservoirs pétroliers de Puerto Corinto, qui a conduit à l'évacuation de 25 000 habitants, n'en est qu'un exemple.

La logistique américaine

Les « contras » savent qu'ils peuvent compter sur toute l'infrastructure militaire et logistique que les Etats-Unis ont mis en place dans la région, en particulier au Honduras : radars, bases aériennes et navales, routes stratégiques, sans compter la flotte de guerre qui encercle le Nicaragua sur les côtes caraïbe et pacifique. Ils peuvent compter également sur un approvisionnement en armes sans cesse renouvelé. Un ex-garde somoziste, capturé alors qu'il transportait par avion une cargaison de matériel et des munitions, a confirmé que les troupes du Front démocratique nicaraguayen (FDN), qui sont d'environ 10 000 hommes, sont financées et entraînées par la CIA. Le matériel militaire dont se servent les « contras » arrive régulièrement des Etats-Unis par avion, il est déchargé à la base de Palmerola, au Honduras, d'où des avions partent pour tenter d'approvisionner les groupes infiltrés au Nicaragua.

Les provocations permanentes, à la frontière, de l'armée hondurienne, rendent quotidien le risque d'une guerre entre les deux pays — alors même que le gouvernement et l'armée hondurienne essaient de se faire passer pour les agressés. Dans un contexte régional où le Nicaragua se trouve isolé face au nouveau CONDECA (voir Rouge du 28 octobre), cette menace est à prendre au sérieux.

Les conséquences de la guerre

En effet, il est clair que le FDN, même en tenant compte de son alliance avec les troupes d'Eden Pastora au sud, ne peut pas, dans l'état actuel du rapport de forces, remporter de victoire militaire sur l'armée sandiniste. On peut donc craindre que les Etats-Unis ne décident eux-

mêmes d'en finir, ou d'envoyer l'armée hondurienne le faire à leur place. L'invasion de Grenade ouvre la porte à toutes les éventualités de ce genre. Mais dès maintenant, toutes les mesures militaires, économiques et diplomatiques prises par Reagan ont le même objectif stratégique que la guerre d'usure menée par les contras : étrangler la révolution.

Les conséquences du blocus et de la guerre sont considérables sur l'économie. Elles occasionnent d'abord de considérables dégâts matériels : l'attaque simultanée par les forces du nord et du sud, des postes frontaliers de El Espino et Penas Blancas, reliés par la route panaméricaine, a paralysé partiellement le transport commercial. En second lieu, le coût social de la canalisation vers la défense de ressources qui ne pourront pas être consacrées aux programmes de santé et d'éducation est énorme. Enfin, l'insécurité aux frontières, et surtout le départ au front d'une proportion croissante de la population active, compromet la production, déjà insuffisante par rapport à l'augmentation de la consommation. C'est ainsi que dans certaines zones, des semences n'ont pu être effectuées.

A cela s'ajoute le boycott commercial mis en place par les Etats-Unis, pour engendrer des difficultés économiques sérieuses, en particulier des difficultés d'approvisionnement. Le pouvoir d'achat a diminué de 14 % dans les villes et de 20 % dans les campagnes. C'est évidemment sur ces problèmes que mise la « contra » pour saper la légitimité de la révolution.

Elle est encore loin d'y arriver. Certes, il y a des mécontents, notamment parmi la petite bourgeoisie qui a du mal à se procurer des produits de deuxième nécessité. Car la politique des dirigeants sandinistes s'efforce d'éviter que le poids de la guerre ne repose principalement sur les classes populaires. Le salaire indirect a augmenté, sous deux formes : effort en direction des services sociaux (santé, éducation), et maintien par des subventions de prix bas pour les produits de consommation courante.

Ces résultats sont significatifs des choix économiques faits par la direction sandiniste ; il suffit de prendre pour exemple l'approfondissement de la réforme agraire. Selon Jaime Wheelock, ministre de l'Agriculture, celle-ci est entrée dans sa troisième phase, celle du développement coopératif : « Nous établissons un projet basé sur le pluralisme, l'économie mixte, mais avec un contenu profondément populaire, révolutionnaire et anti-impérialiste (...). La réforme agraire, par là-même, est un moyen, un instrument pour atteindre ces objectifs, non une fin en soi (1). »

A l'occasion du quatrième anniversaire de la révolution, 80 000 manzanas (2) ont été distribuées dans le nord, et 75 000 dans le sud près de Masaya. Cela dans le contexte d'une importante mobilisation paysanne, organisée par l'Union nationale des agriculteurs et des éleveurs (UNAG). Des manifestations ont réclamé la remise des dettes, de 1978 à 1982. Cette revendication a été satisfaite le 19 juillet pour les petits paysans, et, de manière différenciée, pour les coopératives agricoles.

L'organisation de la défense de la révolution rencontre une polarisation croissante de la population. La loi sur le service militaire patriotique, décriée par la bourgeoisie et la hiérarchie catholique, a occasionné l'inscription volontaire de milliers de jeunes sur les registres ouverts le 1^{er} octobre, et a été discutée et popularisée par toutes les organisations de masse.

La résistance aux attaques est donc profondément liée à l'approfondissement du processus révolutionnaire. Sur ce point, la stratégie de Reagan est mise en échec. Mais pour anéantir les conquêtes de quatre ans et demi de révolution, il est prêt à employer tous les moyens. Une vigilance de tous les instants s'impose.

S. Joanny

1. « El Gran Desafío », Editions Nueva Nicaragua.
2. Une manzana = 1,5 hectare environ.



Ex-gardes somozistes s'entraînant en Floride.

50 000 francs pour

l'imprimerie de



(Journal du FSLN)

Solidarité avec
la révolution au
Nicaragua



Ligue communiste révolutionnaire
section française de la Quatrième Internationale

Je verse F pour l'imprimerie de BARRICADA

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

Chèques à l'ordre de la « LCR », à adresser à :

« Stéphane, imprimerie Rotographie ».

2 rue Richard-Lenoir 93108 MONTREUIL

Stéphane (Paris 19 ^e)	50	Christian (Gennevilliers)	150	Cel. enseignante (secteur Nord)	76,50
Bernard (Maisons-Alfort)	50	Cellule Education nationale		Christian	50
Section Nanterre	500	Seine-et-Marne	1 369	Michel (New York)	135
Jean-Yves (Gif-sur-Yvette)	50	Armelle, Patrick,		Cel. Société générale	90
Christine (Paris XX ^e)	300	Cécile, Pascal (Paris X ^e)	600	Cel. Compagnie bancaire	130
Rémy (Paris XVII ^e)	100	Cellule commune de Paris	100	Cel. Science po	40
Jean-Pierre (Neuilly/Seine)	200	Cellule Télécom 75	250	Michel (Paris XVI ^e)	250
Didier (Paris XX ^e)	50	Jacky (Paris IX ^e)	250	Chantal (Epinal)	60
Bakou (Paris XI ^e)	50	Sabine et Dieter	250	Philippe (Bagnols-sur-Cèze)	100
Gaétan (Paris XX ^e)	200	Gilles (Esbly)	1 000	François (Nantes)	500
Brest	200	Bernard (Torcy)	50		
François (Argenton/Creuse)	200	Bernardette (Paris XV ^e)	1 500	Total	9 100,50
Catherine (Bezons)	200				



« Barricada et son imprimerie »

C'est dans les locaux et dans l'imprimerie du quotidien de Somoza, *Novedades*, que six jours après la victoire, le FSLN fait paraître le premier numéro de *Barricada*.

Depuis, ses moyens sont restés très modestes, et les difficultés quotidiennes. Longtemps le quotidien de la bourgeoisie, *la Prensa*, qui a des moyens beaucoup plus importants, a été mieux vendu que *Barricada*.

Les problèmes de fonctionnement de l'imprimerie sont nombreux. Il y a d'abord un manque de techniciens qualifiés, comme dans l'ensemble de l'industrie : beaucoup ont quitté le pays avec la bourgeoisie, hostiles à la révolution.

Le matériel est très vétuste : beaucoup de machines sont hors de fonctionnement, difficiles à réparer. La plupart sont d'origine nord-américaine, et les pièces de rechange doivent être payées au prix fort.

L'imprimerie de *Barricada* voudrait changer son matériel, en achetant un matériel neuf, européen de préférence, et assurer la formation de ses ouvriers sur ce matériel moderne.

C'est pourquoi, en accord avec les responsables de l'imprimerie de *Barricada*, nous avons décidé de lancer cette campagne de solidarité, prise en charge par la LCR et son imprimerie Rotographie. D'autres sections de la IV^e Internationale comptent s'y associer, notamment nos camarades du PSO en Suisse.

CONVENTION DE LA BD

Vive les rééditions !

FINIE, la XV^e Convention de la bande dessinée. Après Reims et son rendez-vous polar, la convention parisienne est ce qui se fait de mieux pour permettre aux amateurs du 9^e art de se retrouver pour échanger infos et tuyaux, pour fouiner dans cette braderie de vieux albums et d'illustrés, en s'évaporant du parfum du vieux papier couvert de « petits Mickey ».

A peine dessaoulés, les visiteurs auront-ils eu le temps de s'apercevoir que la quasi-majorité des éditeurs avaient boycotté cette manifestation dont la date avait été déplacée contre leur avis. Sans Casterman, Dupuis, Dargaud, Lombard, Fleurus et Futuropolis et surtout sans leurs dessinateurs... Les organisateurs avaient beau multiplier les annonces à la sono, hormis Tabary qui dédicaca des tonnes d'Iznogoud, et les dessinateurs des Humanos et de Glénat, il était difficile de faire prendre la vieille gare de la Bastille pour la bulle d'Angoulême. Les amateurs de BD anciennes n'ont pas eu l'air de trop s'en plaindre !

Beaucoup de choses néanmoins en parutions récentes :

● **Artefact** réédite Gilbert Shelton, l'un des grands de l'underground US (*Les Fabuleux Freat Brothers* et *Le Chat de Fat Freddy*) où l'humour ravageur d'un trio marxien (tendance Groucho) en quête perpétuelle d'herbe aromatisée sème une sacrée panique sur la côte californienne.

Traduction (enfin) en français des aventures d'*Un métallo nommé Cipputi* d'Altan. Le personnage de BD le mieux connu des ouvriers italiens puisque le PCI et les syndicats de métallos transalpins utilisent sur leurs tracts et affiches

l'insolente lucidité de ce doux contestataire. Un régal !

● **Casterman** réédite le tome deux de *Brelli à Nusa Penida* savoureux album de Bob de Moor, l'héritier direct d'Hergé, et offre aux plus jeunes toute une série d'albums de jeux, découpages et coloriages autour de « Yakari » le petit indien créé et dessiné par Derib. Le dernier album (*Les Prisonniers de l'île*), plein de tendresse bucolique, confirme l'excellente tenue de cette série.

La mort douce de Sokal mêle l'humour à la noirceur et laisse comme un goût mélancolique après lecture... *la Belette* de D. Comès ressemble trop à *Silence* pour que je l'accable de mes réserves. On ne peut décemment pas faire deux chefs-d'œuvre à la suite.

● **Dargaud**, avec *le Dernier Prédateur* du tandem Godard/Ribera, confirme la réussite d'une série SF, qui s'est taillée une place originale, entre celles de Gillon, Moebius et Mézières. Mézières dont on devrait bientôt pouvoir lire le nouvel album de Valérian, et dont on peut retrouver des inédits et des bandes anciennes dans une excellente monographie.

● Chez **Dupuis**, honneur à Jijé, avec le premier album d'une série consacrée aux grands dessinateurs (« Vous avez dit BD... ») et les rééditions d'un Valhardi (*Le Secret de Neptune*) et d'un excellent Jerry Spring (*Fort Red Stone*).

Toujours à l'Ouest, les tunique bleues découvrent le racisme dans un nouvel épisode de la guerre de Sécession *Black Face*. Plus grave que les précédents albums de la série.

● **Fleurus** aussi réédite. Cette fois-ci il s'agit d'un vieil album de

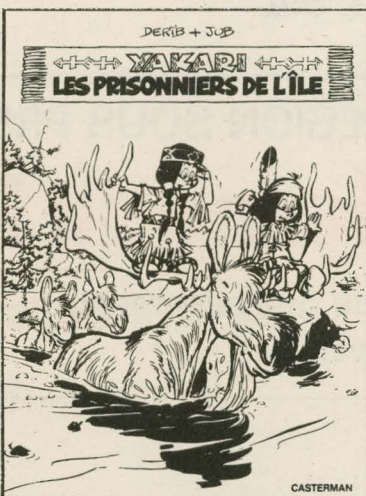
Fripounet et Marisette, les héros de la presse catholique d'après-guerre, *la Plongée du pélican*; on y sent l'influence des savants de l'époque : Tazieff et Cousteau !

Et puis André Juillard nous livre le quatrième épisode des aventures du chevalier Bohémond de Saint-Gilles (*l'Or des croisés*) ; l'histoire est bourrée d'invéraisemblances, mais bon sang, que le dessin est splendide !

● **Futuropolis** pratique certainement la politique d'édition la plus courageuse actuellement. *La PEAU du lézard* de Baudoin et *Exit* de P. François, en témoignent utilement.

Sophie de Munoz et Sampayo est un album beau comme la rencontre du saxo de Gerry Mulligan et de la Remington portable de Dash Hammett sur la planche à dessins d'Hugo Pratt.

Quant au génial Will Eisner, impossible de ne pas lire *la BD selon Will Eisner* de Catherine Yronwode, si vous voulez tout savoir



ON POURRAIT LES FAIRE FAIRE AUX CHÔMEURS, ILS N'ONT RIEN À FOUTRE, EUX.
APRÈS TOUT, POURQUOI EST-CE ENCORE À NOUS DE FAIRE DES SACRIFICES?



« Un métallo nommé Cipputi » d'Altan

sur l'un des plus grands dessinateurs US.

● **Aux Humanoïdes associés**, du très bon ce trimestre ; *la nuit du Mocambo* de Serge Clerc, errances noctambules policières entre rock et vodka. *Les Sept Péchés capitaux* de J.-C. Denis réconcilierait définitivement avec la Bible si Denis en avait écrit le scénario... Enfin Gir/Moebius nous livre les deux faces de son inégalable talent avec le 3^e tome des aventures de l'Incal (*Ce qui est en bas*) et *le Tireur solitaire*, 2^e volume des œuvres complètes de Gir.

● Gir, dont *Gentiane* réédite luxueusement, à la fois le tirage de tête du nouveau *Blueberry* (*la Dernière Carte*) et un magnifique album testament (il est parti vivre à Tahiti !) cadeau de séparation de Moebius à ses fans.

● **Magic-Strip** est une maison belge qui édite de bien belles choses. *Adolphus Claar* d'Yves Chaland passerait aisément pour une sympathique pochade s'il n'y avait trop de pistes humoristiques ou sémantiques pour le réduire à cette lecture au premier degré des aventures de robots révoltés ou d'un voyage organisé sur une planète éloignée...

● J'ai gardé (comme pour le pain blanc) le **Lombard** pour la fin. Parce qu'il y a un plein panier d'albums splendides. Tout d'abord

les deux suisses, Cosey, qui avec *Neal et Sylvester*, s'offre une nouvelle ballade tendre sur les contreforts du Tibet, et Derib, dont le héros Buddy Longway (le Jeremiah Johnson de la BD) se heurte à un capitaine de l'armée US, raciste indienne, *Celui qui est né deux fois*. Bucolique, lyrique et majestueux dans son évocation des rites indiens et traditions ancestrales d'un peuple condamné au génocide, ce *Pluie d'orage*, qui ouvre la saga, est d'une telle beauté qu'on regrette de ne pas voir les planches en format géant.

Et puis, outre *le Corps d'Algeron Brown* de Hermann, un nouvel album splendide de la série *Comanche* (la meilleure série du genre avec *Blueberry* de Giraud) la révélation du trimestre est vietnamienne. *Derrière la haie de bambous* sous-titré « Contes et légendes du Vietnam » est le premier album d'un jeune dessinateur vietnamien Vinh Khoa dit « Vink ». Une suite de merveilleuses histoires mises en images avec un sens de la couleur magnifique ; un dépaysement et un plaisir de se faire raconter de vieilles histoires d'un pays lointain... c'est sans contester l'album du trimestre !

Michel Laszlo



● **Dimanche** 20 h 35 (TF1) : *Une bible et un fusil* de Stuart Millar avec Katherine Hepburn et John Wayne. Une tentative de faire un remake d'*African Queen* dans les plaines de l'Ouest... Mais S. Millar

n'est pas John Huston !

● **Lundi** 14 h 30 (TF1) : *les Mauvais Coups* de François Leterrier, intéressante tentative d'adapter un très bon roman de Roger Vailland, pour le talent de Signoret

et l'éclatante beauté d'Alexandra Stewart.

● **Mardi** 20 h 40 (A2) : *l'Extravagant Mr Deeds* de Franck Capra avec Gary Cooper et Jean Arthur. C'était l'âge d'or de la comédie US, et Capra en était le pape... Ne ratez pas la messe !

● **Mercredi** 20 h 35 (FR3) : « Agora ». Trois heures de direct et de multiplex entre la France, la Suisse et le Canada pour parler des « Racismes au quotidien ».

● **Jeudi** 20 h 35 (FR3) : *Héros ou salopards*, film australien de Bruce Beresford. Tentative intéressante d'ajouter *les Hommes contre, Pour l'exemple et les Sentiers de la gloire* à la sauce australienne. Pas trop écœurant malgré le ket-chup.

● **Vendredi** 23 h (A2) : *le Dictateur* de, et avec, Charlie Chaplin. Tourné en 1940 (c'est-à-dire avant l'entrée en guerre des USA...) pour

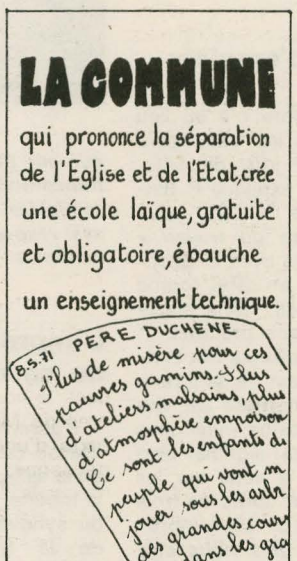
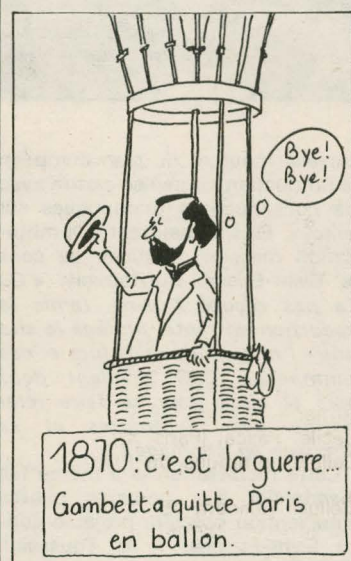
ridiculiser Hitler, *le Dictateur* est le premier film à dénoncer ouvertement les persécutions raciales organisées par les nazis en Allemagne, et le dernier film où apparut le personnage de « Charlot ». Il est intéressant de préciser que le discours pacifiste qui clôt le film valut à Chaplin, après guerre, les foudres de la commission des activités anti-américaines, qui le qualifia de « communiste »...

Michel Laszlo

HISTOIRE DE LA GUERRE SCOLAIRE

Par Vassili

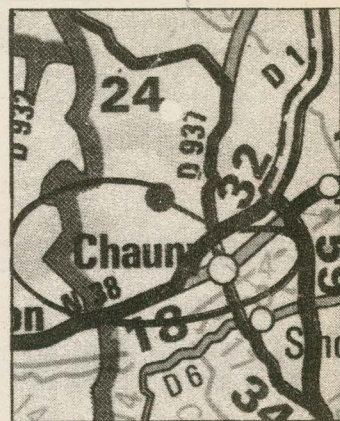
Résumé. L'Eglise a obtenu la liberté de l'enseignement secondaire. Mais une brouille intervient entre Napoléon III et le pape. Le ministre Duruy prend des mesures pour l'enseignement public. La Ligue de l'enseignement est créée par Jean Mace...



A suivre...

Mobilisation pour l'école laïque

L'affaire de tous



OUI, l'école privée est une école de la ségrégation. Ségrégation financière par exemple: 800 F par mois de frais au cours Edgar-Poe à Paris. Ségrégation idéologique: les valeurs évangéliques doivent imprégner tout l'enseignement. Ségrégation sociale: trois catégories sont surreprésentées dans le privé: les patrons, les cadres supérieurs et les exploitants agricoles.

Oui, la laïcité de l'école est un acquis à défendre.

Sans doute n'est-elle pas synonyme de neutralité; elle a pu se confondre, au début du siècle, avec des valeurs réactionnaires. Mais elle présente deux avantages: celui de ne mettre aucune barrière à l'entrée de l'école, et celui de donner au service public une relative auto-

nomie à l'égard des pressions patronales ou confessionnelles.

Oui, la nationalisation laïque des écoles privées est une condition indispensable de la transformation de l'école publique. Comment, en effet, réaliser une école plus démocratique en maintenant les inégalités d'accès aux études? Comment aller vers le collège unique pour tous les jeunes, en conservant plusieurs réseaux d'enseignement? Comment libérer l'initiative pédagogique en renforçant la tutelle de groupes de pression « socio-professionnels » ou religieux? Comment lutter contre l'échec scolaire dans le public en conférant au privé un rôle de « recours »?

Alors, oui, trois fois oui à la mobilisation des laïques contre le texte Savary qui aménage le

statu quo en faveur du privé et engage le service public dans la voie de la privatisation.

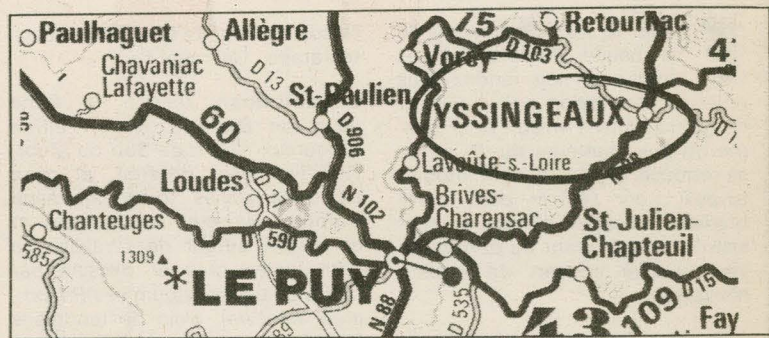
Car les laïques ont été trompés.

Trompés par le PS et le PC qui ont avalisé, de bout en bout, la politique des négociations secrètes de Savary.

Trompés par les organisations syndicales qui ont mis la pédale douce et n'ont pas averti à temps.

L'heure n'est pas à la déception mais à la mobilisation. Du 20 novembre au 4 décembre, dans les sept manifestations laïques organisées par le CNAL, il y a une occasion à saisir pour dire: — non au plan Savary; — non au budget d'austérité pour l'école laïque.

C'est le sens de la participation de la LCR aux initiatives du CNAL.



Lieux	Dates	Académies concernées
YSSINGEAUX (Haute-Loire)	DIMANCHE 20 NOVEMBRE 11 heures	Lyon - Grenoble - Clermont - Limoges (moins Corrèze) plus Lozère)
CHAUNY (Aisne)	DIMANCHE 20 NOVEMBRE 11 heures	Amiens - Rouen - Lille - Reims (moins Haute-Marne)
EPINAL (Vosges)	SAMEDI 26 NOVEMBRE 16 heures	Besançon - Dijon - Nancy - Metz - Strasbourg - (plus Haute-Marne)
NANTES (Loire-Atlantique)	DIMANCHE 27 NOVEMBRE 11 heures	Nantes - Rennes - Caen - Poitiers
RODEZ (Aveyron)	DIMANCHE 27 NOVEMBRE 11 heures	Toulouse - Bordeaux - (plus Corrèze, Aude, Pyrénées-Orientales)
ARPAJON (Essonne)	SAMEDI 3 DÉCEMBRE 16 heures	Paris - Créteil - Versailles - Orléans - Tours
MARSEILLE (Bouche-du-Rhône)	DIMANCHE 4 DÉCEMBRE 11 heures	Aix-Marseille - Nice - Corse (plus Gard et Hérault)

ROUEN, CHAPPELLE DARBLAY, UNE REGION SOUS PRESSION (1)

Le phare de Saint-Etienne du Rouvray

● Le plan de chômage bis du trust Parenco et du gouvernement, présenté par la CGT, se heurte au refus des travailleurs

MARDI 15 novembre, 10 heures: la cantine de l'usine de Saint-Etienne-du-Rouvray est pleine à craquer. Le secrétaire de la CGT rend compte de la « reprise de contact » avec la direction du groupe Parenco. Au mur, à côté de la tribune, plusieurs affichettes « Parenco égale chômage ».

Le nouveau plan proposé par le trust hollandais planifie onze cents suppressions d'emplois sur deux mille. Les deux usines, Grand-Couronne et Saint-Etienne, continueraient à être exploitées. Le premier plan Parenco prévoyait de supprimer quinze cents postes et de fermer l'usine de Grand-Couronne en 1986.

« Nous ne pouvons pas parler de victoire », précise Nouzarède, le secrétaire de la CGT papier-carton. Certes! Bien des travailleurs d'ailleurs n'appréciaient guère les contacts au sommet qui ont eu lieu entre Kila, le patron de Parenco, et Krasucki pour confirmer l'accord de la CGT avec le plan Parenco bis.

Onze cents suppressions d'emplois

Pourtant, aucun vote n'a eu lieu dans l'entreprise, où les travailleurs en sont à leur 79^e jour de lutte. « Nous ne pouvons », explique P. Belioncle, secrétaire de la CGT, vous faire voter la reprise du travail. Les premiers contacts avec la direction de Parenco ont en effet tourné court vendredi dernier, sans engagement ni propositions précises.

De nombreux travailleurs ont l'impression d'être en train de se « faire avoir ». En effet, le compte est vite fait. Quatre cents postes maintenus à Saint-Etienne, cela signifie cinq cents licenciements à venir sur les neuf cents qui restent après les trois cents licenciements de septembre.

« Vous ne voulez pas nous dire que ce plan est bidon », explique un travailleur à un délégué CGT, mais on s'en rend bien compte nous-mêmes. En plus, il n'y a rien de garanti dans les vagues promesses



qui ont été faites. (...) Quelle confiance accorder à un Kila! C'est au ministère de l'Industrie de prendre ses responsabilités dans la négociation.»

L'impression de se « faire avoir »

L'assemblée générale devient un chassé-croisé de questions précises de la salle, et de réponses vagues de la tribune. Plusieurs fois, le secrétaire du syndicat CGT et le responsable de la fédération reprennent la démonstration: c'est un pas en avant, on ne peut mieux faire vu le rapport de forces. L'assemblée générale se prolonge; les propositions de la CGT « ne passent pas ».

Dans un tract de la LCR déposé sur une table à l'entrée de la cantine, les propositions précises pour renforcer encore le rapport de forces, comme les responsabilités du gouvernement pour empêcher tout licenciement à Chapelle-Darblay, sont largement développées. La direction de la CGT est très consciente que les militants de la Ligue des Pap'Chap' sont en quelque sorte devenus les hauts-parleurs des questions que se posent tous les travailleurs. Même s'ils tournent autour du pot, les responsables syndicaux tentent d'y répondre dans leurs interventions. D'habitude, les « arguments des gauchistes » étaient expédiés beaucoup plus rapidement, et sèchement.

Les propositions de la CGT cautionnent intégralement une

nouvelle mouture du plan européen de production du papier-carton avec ses conséquences dramatiques sur l'emploi. Elles se heurtent à la mobilisation massive, obstinée de ceux de Saint-Etienne-du-Rouvray. « On n'a pas occupé l'usine, remis la production en route, protégé le site contre l'intervention des flics et des commandos CGC pendant deux mois et demi pour se faire jeter comme des malpropres et se retrouver au chômage! »

Cette mobilisation-là a même fait abandonner aux pouvoirs publics l'intervention policière projetée contre Saint-Etienne. A la Toussaint, mille CRS supplémentaires avaient débarqué à Rouen, cantonnés dans les écoles voisines. L'intervention n'a pas eu lieu. Les contordrements sont vraisemblablement venus de très

haut (Matignon sans doute). Le commissaire de la République explique, lui, avoir abandonné le projet d'envoyer les forces de l'ordre car les moyens d'autodéfense mis en place par les travailleurs des papeteries auraient entraîné un affrontement dont le résultat n'est pas évident!

Mobilisation obstinée

C'est un test. Mais il indique clairement qu'il suffirait de peu de choses pour que la mobilisation dans l'entreprise comme sur l'agglomération se manifeste avec force, pour rejeter à nouveau le plan de casse bis.

C'est le moment que choisit la CGT pour stopper la participation à l'action de la fédération CGT du livre, aux côtés de ceux du papier-carton. Quant aux initiatives locales et régionales, elle dit que tout a déjà été fait, ou presque! Au dernier conseil municipal de Saint-Etienne-du-Rouvray, Michèle Ernis, conseillère municipale, proposait l'organisation d'une journée « ville morte », dans le cadre d'une grève régionale interprofessionnelle sur l'emploi. Surprise, le maire PCF a repoussé la proposition, pour ne pas rompre l'« unité » avec les conseillers municipaux du PS, qui soutiennent pourtant le plan Parenco, le plan du gouvernement, depuis septembre.

L'issue de ce conflit, test national, sera lourde de conséquences, à Rouen au premier chef. La lutte des Pap'Chap' est un phare. Depuis septembre, les conflits ont parcouru l'agglomération en chaîne, avant l'attention des travailleurs sur le comportement de chaque organisation politique et syndicale. En profondeur, chacun tire des conclusions qui peuvent modifier quelque peu le paysage du mouvement ouvrier local, marqué depuis des décennies par la force du PCF et de la CGT dans les entreprises. De nombreux indices en témoignent sur les lieux de travail. Nous y reviendrons la semaine prochaine.

Michel Morel